



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 19 - Mars 2022

Le Tourisme en AEOI

Editorial

Chers lecteurs,

Alors que l'ombre du Covid s'estompe progressivement dans les pays de notre région d'Afrique de l'Est-Océan Indien (en espérant qu'il n'y ait pas résurgence), une nouvelle crise d'amplitude mondiale vient compromettre une reprise attendue. C'est bien de la guerre en Ukraine et de ses conséquences mondiales qu'il s'agit ici : prix des carburants et de l'énergie, approvisionnement et prix des céréales, prix des engrais... On est encore loin d'avoir mesuré toutes les conséquences de cette guerre tragique, encore en cours. A ce stade, on ne peut que rendre hommage à la résistance héroïque de l'Ukraine. Mais cette nouvelle crise intervient alors que nos pays pensaient pouvoir enfin revenir à la vie d'avant Covid, retrouver la croissance perdue, améliorer leurs finances publiques, et réduire l'impact social de la crise Covid. Un impact économique et social particulièrement fort dans le secteur qui nous intéresse ce mois-ci : le tourisme.

Dans de nombreux pays de notre région, le tourisme occupe une place importante dans le PIB : on a vu partout avec les restrictions de transports, les confinements, une baisse significative, et non compensée, de la part du tourisme dans le PIB. De même, ces pays ont subi une forte perte d'emplois durant cette période dans ce secteur : ces emplois seront-ils tous retrouvés ? Et surtout, quand plusieurs pays avaient prospecté la clientèle russe ou ukrainienne (la Tanzanie avec Zanzibar par exemple) pour compenser la perte de touristes, la nouvelle crise mondiale provoquée par la guerre en Ukraine vient compromettre ces efforts. La reprise, encore timide, du tourisme, risque encore d'être freinée par la hausse des prix des carburants, qui enchériront le prix du transport de l'hémisphère nord vers nos pays. Doit-on tabler vers un tourisme plus régional, sans renoncer bien sûr au tourisme international ? En tout état de cause, ces crises successives nous montrent, s'il en était besoin, la volatilité de ce secteur économique, et la fragilité des modèles de développement trop centrés sur un secteur exclusif, réactif aux aléas.

Merci aux Services économiques d'Addis-Abeba, Dar es Salaam, Kampala, Khartoum, Tananarive et à Quentin pour leurs contributions, à l'équipe du pôle macro du SER pour son travail de coordination. Bonne lecture.

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique régional

Sommaire

- Le graphique du mois
- Communauté d'Afrique de l'Est : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie
- Corne de l'Afrique : Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Soudan
- Océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles
- Vos contacts SE/SER

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

Malgré des contextes variés, les principales destinations touristiques de la zone sortent marquées par la crise du covid-19

En 2019, le nombre de touristes dans l'AEOI a atteint 9,9 M, en croissance de 55,2 % depuis 2010, bien que la zone ne représente que 17,8 % des arrivées de touristes en Afrique subsaharienne sur cette période. Sur la décennie, les ¾ des touristes étrangers se sont dirigés vers 5 pays : le Kenya (18,4 % des arrivées), le Rwanda (14,4 %), l'Ouganda (13,9 %), la Tanzanie (13,5 %) et l'île Maurice (12,5 %). Avant la crise sanitaire, les pays ayant connu la croissance la plus forte en nombre d'arrivées étaient les Comores (+194,8 % en 10 ans), le Rwanda (+145,0 %) et les Seychelles (+124,1 %). La crise a toutefois durement affecté le secteur touristique à l'échelle de la région, avec la suppression de 2,2 millions d'emplois entre 2019 et 2020, et une baisse de la contribution au PIB de 6,2 points de PIB en moyenne. Plusieurs pays de la zone se distinguent toutefois par l'importance de leur tourisme domestique notamment le Kenya (68 % des dépenses en 2019) et la Tanzanie (31 % des dépenses).

L'AEOI en tant que zone constitue la 4^{ème} destination africaine sur la période 2010-2019 (11,7 % des arrivées internationales), derrière l'Afrique du Sud (19,0 %), le Maroc (14,9 %) et l'Égypte (14,1 %). À l'échelle des pays, le Kenya (8^{ème}), le Rwanda (11^{ème}), l'Ouganda (12^{ème}), la Tanzanie (14^{ème}) et l'île Maurice (15^{ème}) comptent parmi les 15 premières destinations touristiques du continent. Le tourisme est cependant encore contraint par les risques sécuritaires et des infrastructures insuffisantes.

Le tourisme se caractérise par un tourisme d'affaires particulièrement important, ainsi qu'un tourisme domestique important pour plusieurs pays qui a été moins affecté par la crise sanitaire. Le tourisme d'affaires représentait ainsi 82 % des dépenses touristiques en 2019 en Tanzanie, 59 % au Burundi et 49 % au Rwanda, contre seulement 13 % en Ouganda et 21 % aux Comores. En termes de volumes, elles étaient les plus importantes au Kenya (2,2 Mds USD), en Éthiopie (1,6 Md USD) et en Tanzanie (1,4 Md USD) la même année. Le tourisme domestique représente une ressource essentielle pour le Burundi (96 % des dépenses touristiques en 2019), le Kenya (68 %) et le Soudan (42 %) en 2019. En termes de montant des dépenses, le Kenya (3,9 Mds USD), l'Éthiopie (1,5 Md USD) et la Tanzanie (1,2 Md USD) dominent le classement régional.

Le secteur du tourisme a particulièrement été affecté par la crise sanitaire, en raison des confinements et des restrictions de voyage imposées pour ralentir l'épidémie. Par conséquent, la contribution du secteur touristique dans le PIB de tous les pays de la zone a chuté, diminuant de moitié pour la plupart des pays. Madagascar, fortement dépendante du tourisme, est ainsi le pays le plus touché de la zone, la part du tourisme dans son PIB étant passée de 12,7% en 2019 (environ 1,7 Mds USD) à 4,4% (590,3 MUSD) en 2020, tandis qu'en Éthiopie la baisse a été relativement moins importante, de 6,8 à 4,3 % de son PIB (de 6,0 Mds USD à 3,9 Mds USD), atténuée par le soutien du Gouvernement.

Les répercussions de la crise sanitaire sur le marché du travail des pays de l'AEOI ont également été importantes, et représentaient une diminution de l'emploi total de 25 à 35 % entre 2019 et 2020. Ce sont ainsi près de 30 000 emplois qui ont été supprimés au Burundi, 259 000 à Madagascar, 412 000 en Tanzanie ou encore 500 000 en Éthiopie, faisant respectivement passer la part du secteur touristique dans l'ensemble des emplois de 4,6 à 3,0 % au Burundi ; de 9,9 à 6,9 % à Madagascar ; de 6,2 à 4,5 % en Tanzanie ; et de 7,1 à 5,3% en Éthiopie.

Les pays de la zone ont mis en place des stratégies pour favoriser la relance du tourisme, qui s'articulent autour de trois grands axes :

- **Renforcer les infrastructures terrestres et aériennes pour accéder à de nouveaux marchés.** Le Kenya, où l'aéroport JKIA sera rénové, vise ainsi de nouveaux marchés tels que la France, la Suède ou la Pologne, tandis que la compagnie aérienne *Kenya Airways*, dont la situation financière est critique, a annoncé la mise en place de vols quotidiens à destination de l'Inde. Au Rwanda, le nouvel aéroport de Kigali devrait être construit à Bugesera, et permettre à partir de 2025 de porter la capacité de l'aéroport à 10 millions de passagers/an. En Tanzanie, le renforcement des infrastructures terrestres permettrait

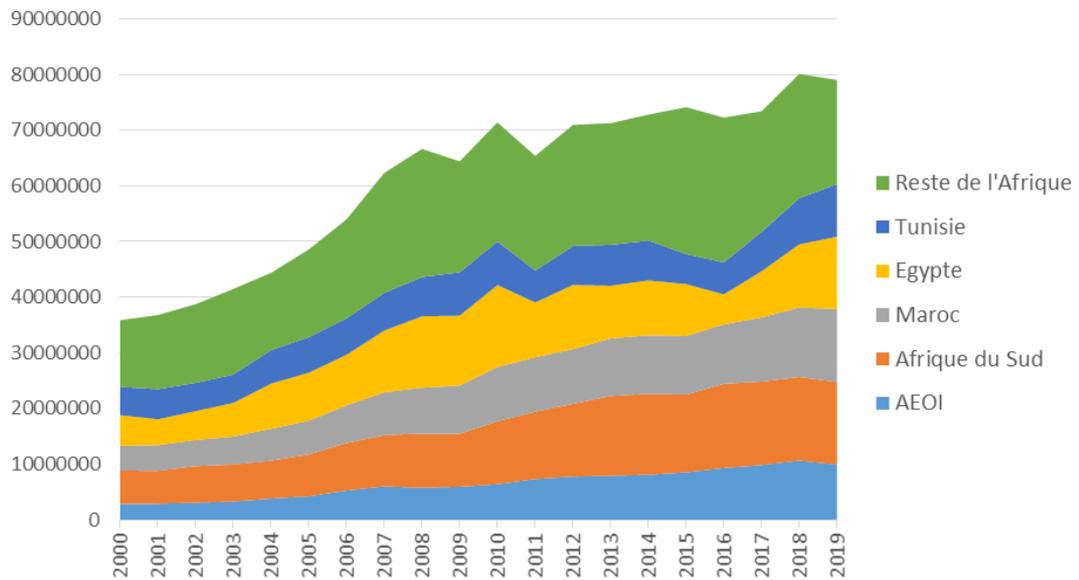
de faciliter l'accès au pays, tandis que 247 MUSD ont été alloués à *Air Tanzania* pour l'année fiscale 2022/2023. Maurice prévoit également d'augmenter le nombre de sièges proposés à la vente via sa compagnie *Air Mauritius*.

- **Diversifier l'offre touristique et miser sur le tourisme haut de gamme.** Madagascar prévoit de développer le tourisme haut de gamme et le tourisme balnéaire, tandis que le gouvernement mauricien prévoit une montée en gamme des prestations afin d'encourager une augmentation des dépenses touristiques. Au Rwanda, une stratégie portée vers les Etats du golfe ainsi que les Etats-Unis vise également à maintenir et renforcer un positionnement haut de gamme entamé depuis plusieurs années.
- **Encourager le tourisme d'affaires et interne.** Au Kenya, la reprise du tourisme pourrait passer par le renforcement du tourisme d'affaires via la modernisation de ses infrastructures destinées aux conférences internationales. Le gouvernement ougandais cherche également à renforcer encore le tourisme domestique.

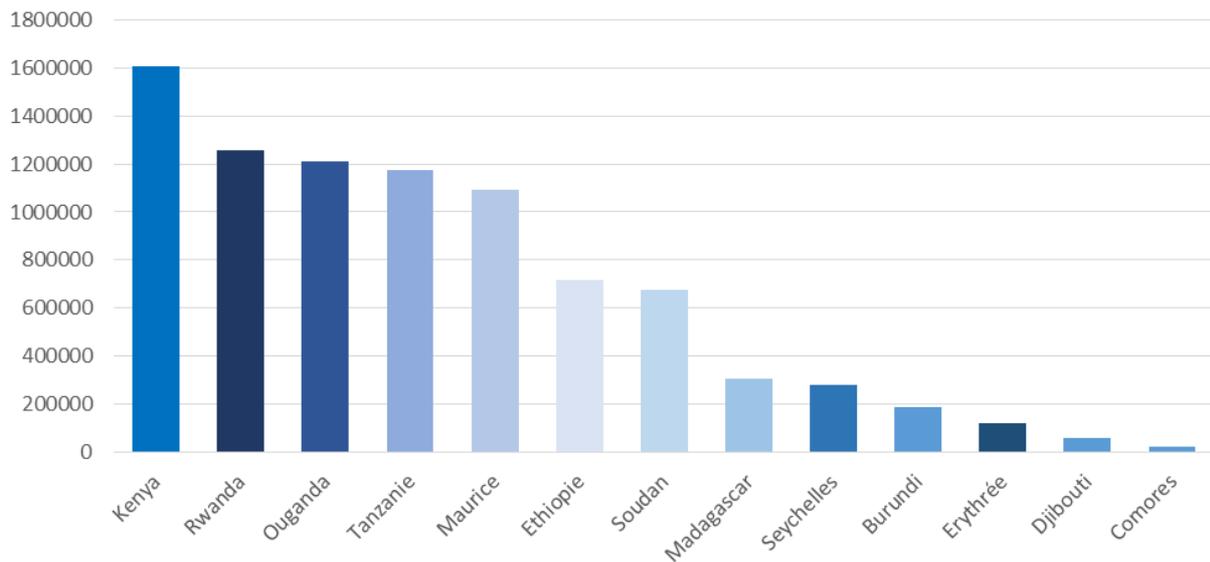
Les entreprises françaises sont positionnées dans plusieurs pays, malgré un secteur dominé par les acteurs nationaux, régionaux (sud-africain notamment), et anglo-saxons (Royaume-Uni, Etats-Unis). Les groupes français sont notamment présents dans le secteur de **l'hôtellerie**, via les groupes Accor (Djibouti, Madagascar, Kenya, Seychelles, Maurice, Rwanda, Tanzanie...), Club Med (Maurice), Vatel (Maurice, Rwanda), du **transport aérien** (Air France et Air Austral desservent via des vols directs plusieurs destinations de l'AEOI), ou du transport de safaris (*e.motion* en Tanzanie). La France s'est également engagée dans la sauvegarde et la préservation du patrimoine culturel de plusieurs pays (Ethiopie, Tanzanie...).

D'autres facteurs pourraient avoir des répercussions sur le secteur touristique, à court et moyen terme. **Le premier concerne le conflit en Ukraine**, avec d'un côté la hausse des prix des carburants qui pourrait augmenter le prix des transports et par conséquent réduire les déplacements, et de l'autre le tarissement des marchés russe et ukrainien. Les touristes russes représentaient ainsi 17 % des touristes internationaux des Seychelles en 2021, et 1 % du total des touristes mauriciens en 2019, qui étaient concentrés dans les secteurs lucratifs que sont le yachting ou les séjours longs. Les effets du conflit sont par ailleurs déjà visibles à Zanzibar, où près d'un millier d'Ukrainiens sont bloqués en raison de la fermeture de l'espace aérien aux vols civils. **Le changement climatique et ses effets constituent un autre enjeu pour le secteur touristique des pays de l'AEOI.** En effet, la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, les effets des conditions météorologiques extrêmes sur les régions côtières ou encore la perte de la biodiversité auront des conséquences néfastes sur le tourisme. Le développement du tourisme durable ou de l'éco-tourisme témoigne de la prise en compte *a minima* sectorielle de ces problématiques.

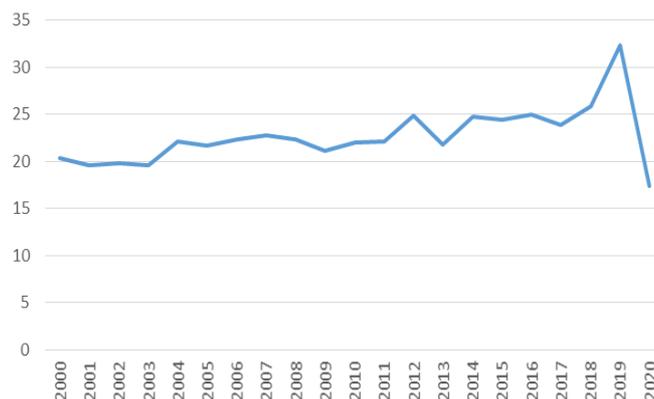
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers en AEOI par rapport au reste de l'Afrique (2000-2019) – Données Banque mondiale



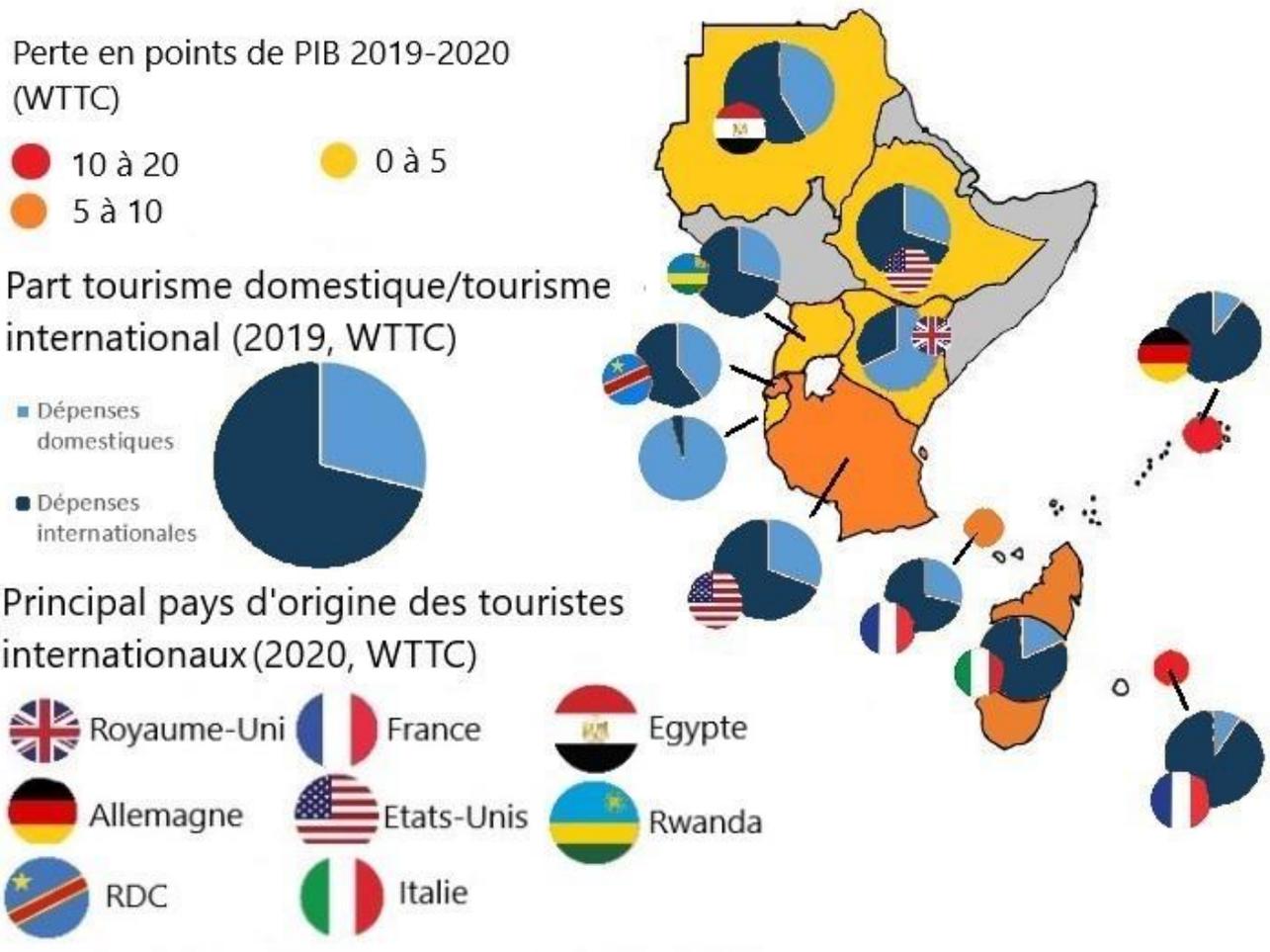
Graphique 2 : principales destinations des touristes internationaux en AEOI (en nombre de touristes, moyenne 2010-2020) – Données Banque mondiale



Graphique 3 : dépenses touristiques en AEOI (en % des exportations, moyenne 2010-2020) – Données Banque mondiale

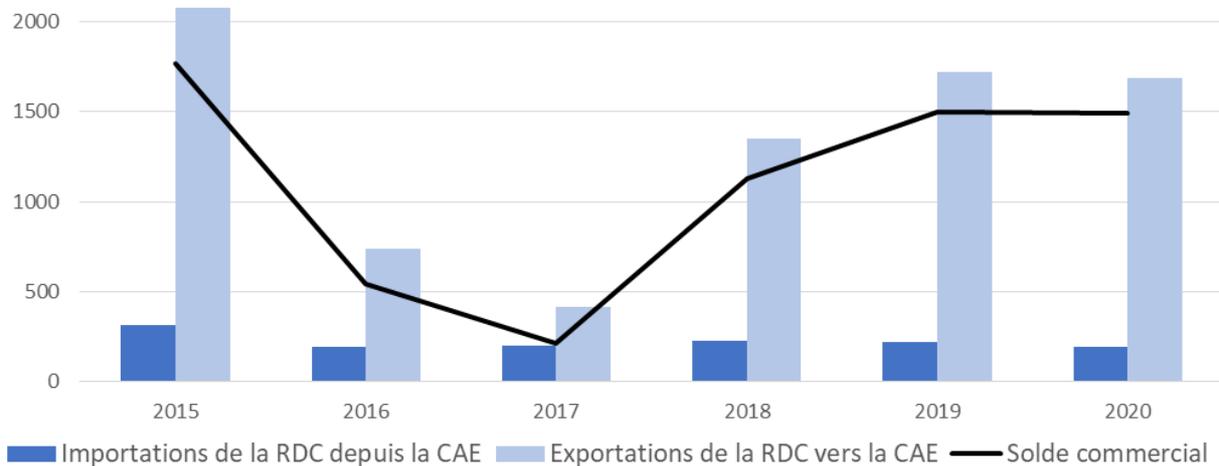


Carte 1 : typologie des arrivées touristiques en AEOI



Le graphique du mois

Evolution des échanges commerciaux entre RDC/CAE (2015-2020, MUSD) – Source : TradeMap



L'entrée de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (CAE) le 29 mars devrait favoriser le renforcement des échanges économiques entre le pays et l'Afrique de l'Est. Bien que les échanges commerciaux demeurent à ce stade limités (la RDC représente 3,2 % des exportations de la CAE et 11,2 % de ses importations), cette intégration intervient alors que plusieurs projets d'infrastructures structurants cherchent à renforcer les corridors logistiques entre l'est du pays et la CAE.

Les principaux **postes d'importation de la RDC en provenance de la CAE** sont, **(i)** les terres et pierres, qui, avec 73,7 MUSD en moyenne 2015-2020, comptent pour 32,8 % des importations en provenance de la CAE, **(ii)** le tabac et les substituts du tabac manufacturé pour 39,9 MUSD en moyenne, soit 17,7 % des importations en provenance de la CAE, **(iii)** les combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation, avec en moyenne 11,2 MUSD, soit 5,0 % des importations en provenance de la CAE.

Entre 2015 et 2020, les principaux fournisseurs de la RDC au sein de la CAE sont la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. Avec respectivement 1,22 % (15ème fournisseur mondiale et 3ème en Afrique) ; 0,93 % (17ème et 5ème) et 0,89 % (18ème et 6ème), Kenya et Ouganda restent toutefois loin des 2 premiers fournisseurs africains du pays : l'Afrique du Sud (3ème fournisseur avec 13,3 % de parts de marché mondiales) et la Zambie (5ème avec 4,0 %). Ce classement reste dominé par les Etats-Unis (19,7 %) et la Chine (19,5 %).

En moyenne 2015-2020, **la RDC exporte quasi-exclusivement du cuivre et articles en cuivre vers la CAE** (88,6 % de ses exportations vers la CAE), soit 18,6 % de ce poste d'exportation qui est le principal du pays (50,5 % des exportations mondiales de la RDC).

Entre 2015 et 2020, le principal client de la RDC au sein de la CAE est la Tanzanie, 3ème client mondial avec 10,4 % des exportations du pays. Viennent ensuite l'Ouganda (0,1 % ; 20ème place mondiale) et le Kenya (<0,1 % ; 30ème). Les principaux clients de la RDC sont l'Afrique du Sud (39,2 %) et la Chine (22,1 %).

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi Par le SER de Nairobi



Le Burundi demeure une destination touristique marginale.

Destination touristique marginale de l'AEOI sur la décennie (2,2 % des arrivées touristiques étrangères de la zone sur la période 2010-2017), le Burundi a été affecté par la crise sanitaire et économique, avec la suppression de 28 100 emplois dans le secteur, et une baisse de 45,2 % de la contribution du secteur au PIB. Le Burundi se distingue par la quasi-absence de touristes internationaux, qui n'ont représenté que 2,0 % des dépenses touristiques dans le pays en 2020, en raison principalement des tensions politiques persistantes depuis 2015.

Le Burundi est une destination marginale, et a accueilli 0,4 % des touristes internationaux en Afrique subsaharienne sur la période 2010-2017, malgré un potentiel naturel comparable à son voisin Rwandais (lac Tanganyika, source la plus méridionale du Nil, faune sauvage). **Cela s'explique par le manque d'infrastructures hôtelières, de communication et de déserte aérienne.** D'après la Banque mondiale, le Burundi a accueilli en moyenne 190 000 touristes internationaux sur la période, en tendance haussière depuis 2010 (+110,6 %).

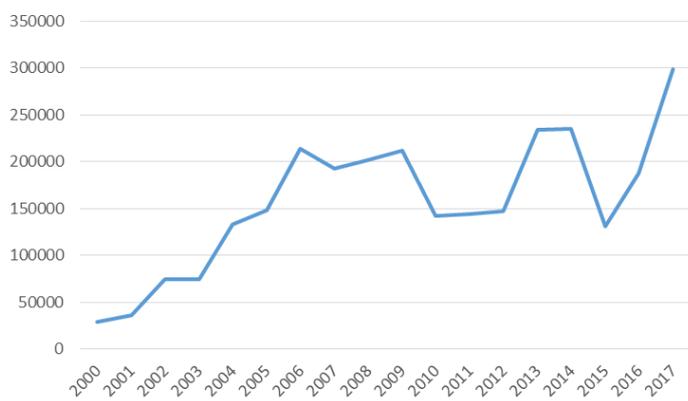
Les principales destinations des touristes burundais en 2020 étaient le Rwanda (47 %), la Tanzanie (17 %), l'Ouganda (15 %), la Zambie (9 %) et la République Démocratique du Congo (3 %), en raison principalement de liens économiques ou familiaux. **Les dépenses touristiques domestiques sont largement majoritaires, au vu du faible nombre de touristes internationaux** (96 % en 2019, 98 % en 2020).

La crise sanitaire a gravement affecté le secteur touristique : **la contribution du secteur touristique au PIB burundais a chuté entre 2019 et 2020**, passant de 4,5 % du PIB à 2,6 %. 28 100 emplois auraient été perdus dans le secteur touristique entre 2019 et 2020, soit une perte de 31,2 %. En 2020, le secteur touristique représentait ainsi 3,0 % des emplois formels au Burundi selon le *World Travel & Tourism Council* (WTTC). **Cette chute des revenus touristiques s'explique par la fermeture de frontières et les confinements imposés dans les principaux pays d'origine des touristes au Burundi.**

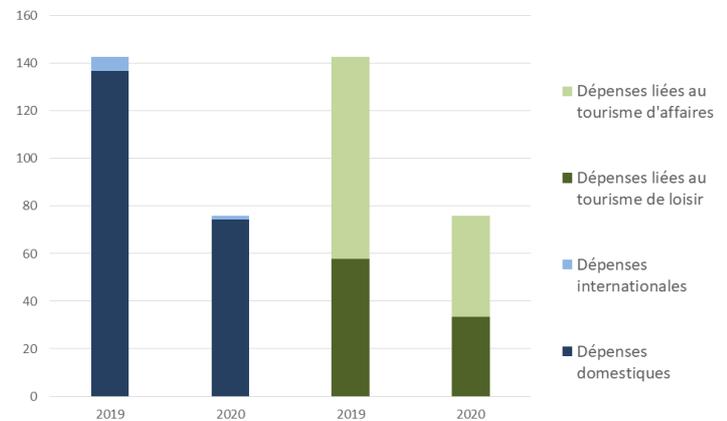
L'année 2020 a été marquée par une baisse des dépenses touristiques domestiques (- 45,5 %, s'établissant à 37,0 MUSD) et internationales (- 75,2 %, s'établissant à 1,5 MUSD).

L'ouverture diplomatique et régionale pourrait constituer une perspective positive pour le Burundi, avec une attractivité du pays pour les voisins (Rwanda, RDC) ou pour les touristes internationaux se rendant dans la région. La construction d'un train (SGR) reliant l'océan par la Tanzanie permettrait de désenclaver le pays. Par ailleurs, le pays prévoit la rénovation de l'aéroport Melchior Ndadaye de Bujumbura et même à terme, un aéroport à Gitega, la capitale administrative.

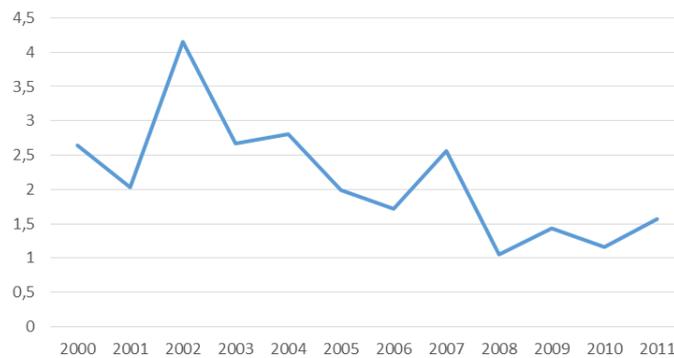
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers au Burundi 2000-2017 – Source : Banque Mondiale



Graphique 2 : typologie des dépenses touristiques au Burundi (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales du Burundi (en %, 2000-2011) – Source : Banque Mondiale



Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Le Kenya, 1^{ère} destination de l'AEIOI, se distingue par l'importance du tourisme d'affaires et de son tourisme domestique

Première destination touristique de l'AEIOI sur la décennie (18,0 % des arrivées touristiques étrangères de la zone sur la période 2010-2019), le Kenya a été fortement affecté par la crise sanitaire et économique, avec la suppression de 439 000 emplois dans le secteur notamment. Le Kenya se distingue toutefois par la solidité de son tourisme domestique, qui a contribué à 68 % des dépenses touristiques dans le pays en 2020.

Le Kenya est la principale destination touristique de l'AEIOI, et a accueilli 3,3 % des touristes internationaux en Afrique subsaharienne sur la décennie. Le Kenya a accueilli en moyenne 1,6 M de touristes internationaux sur la période, en tendance haussière depuis 2010 (+ 27,3 %).

Les motifs de visite des touristes internationaux au Kenya se distinguent par la **forte part du tourisme d'affaires (26,4 % en 2021)**, derrière le tourisme de loisir (34,4 %) et les visites familiales (29,6 %). 5,4 % des arrivées internationales sont également dédiées au transit aérien, soulignant le rôle de l'aéroport international *Jomo Kenyatta* (JKIA) de Nairobi dans le transport aérien régional.

L'origine des touristes étrangers au Kenya a peu évolué entre 2019 et 2020, les touristes provenant principalement du Royaume-Uni (16 %), d'Allemagne (10 %), d'Italie (8 %), des Etats-Unis (7 %) et d'Inde (6 %) en 2020. Les principaux touristes africains sont en provenance d'Ouganda (25 % des touristes africains, de Tanzanie (23 %) et de Somalie (8 %). Les principales destinations des touristes kényans en 2020 étaient l'Ouganda (40 %), la Tanzanie (16 %), le Rwanda (7 %), les Emirats Arabes Unis (6 %) et l'Ethiopie (4 %). **Les dépenses touristiques domestiques demeurent toutefois majoritaires** (68 % en 2019, 78 % en 2020).

La crise sanitaire a gravement affecté le secteur touristique : **la contribution du secteur touristique au PIB kényan a chuté de 3,9 points de pourcentages entre 2019 et 2020**, à 4,2 % du PIB. 439 300 emplois auraient été perdus dans le secteur touristique entre 2019 et 2020, soit une perte de 28,4 %. En 2020, le secteur touristique représentait ainsi 6,4 % des emplois formels au Kenya selon le *World Travel & Tourism Council* (WTTC). **Cette chute des revenus touristiques s'explique par la fermeture de frontières et les confinements imposés dans les principaux pays d'origine des touristes au Kenya.** Le nombre d'arrivées internationales a diminué de 71,5 % à 579 600 en 2020 et le taux d'occupation des hôtels s'est contracté de 58,0 % à 3,8 M de personnes.

L'année 2020 a été marquée par une hausse relative (+10 points de pourcentage) des dépenses touristiques domestiques par rapport aux dépenses des touristes étrangers, du fait de la baisse plus forte des dépenses des touristes étrangers (- 68,2 % en glissement annuel, pour s'établir à 580,8 MUSD) que des touristes domestiques (- 47,4 % en g.a. ; à 2 069 MUSD). **Le maintien du tourisme d'affaires interne a permis de soutenir les entreprises du secteur durant la crise.** Ainsi le nombre de conférences internes a pu se maintenir durant la crise (4 742 événements organisés en 2020, 5 594 en 2021), contrairement aux conférences internationales (28 en 2020, rebond à 125 en 2021).

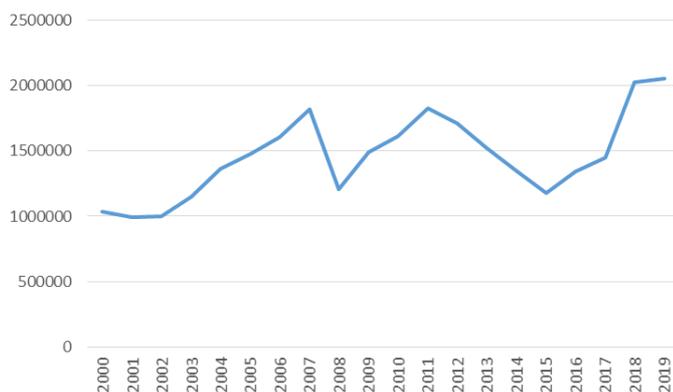
D'après le *Tourism research institute*¹ kényan, le pays aurait connu un rebond des arrivées de touristes internationaux de 53,0 % entre 2020 et 2021. Ce rebond s'observe principalement sur la seconde partie de l'année 2021, en raison de la levée des restrictions sanitaires et de la réouverture des frontières et sachant que la haute saison est en décembre-janvier. En 2019, les pics d'arrivées à l'aéroport JKIA se situaient en janvier, juillet, août, octobre et décembre.

¹ ANNUAL TOURISM SECTOR PERFORMANCE REPORT 2021, *Tourism research institute*.

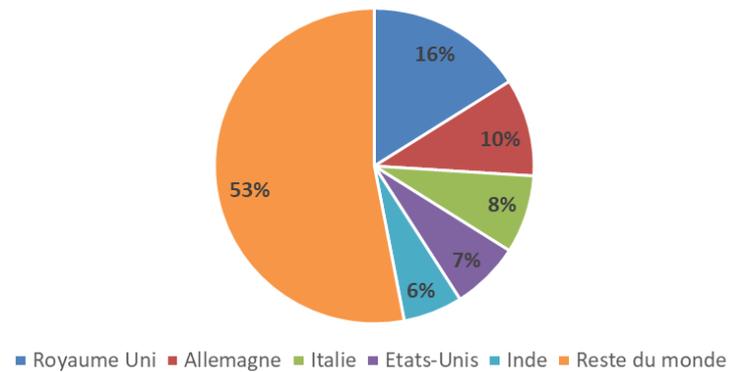
En revanche, les parcs naturels n'ont pas retrouvé leur fréquentation d'avant-crise et demeurent dépendants de la clientèle locale, génératrice de recettes moindres. 1,3 M de personnes ont ainsi visité les parcs naturels kényans en 2021 (dont 15,3 % de non-résidents), contre 0,9 M en 2020 (dont 18,1 % de non-résidents) et 2,3 M en 2019 (dont 26,4 % de non-résidents). Le *Kenya Wildlife Service* (KWS) pratiquant une tarification différenciée entre citoyens, résidents et non-résidents, la baisse de la part des non-résidents a durement affecté les recettes liées aux parcs naturels. Celles-ci se sont établies à 13 MUSD en 2021, contre 10 MUSD en 2020 et 39 MUSD en 2019.

Parmi les axes de renforcement du secteur touristique, le Kenya envisage (i) le renforcement de son tissu aérien, en rénovant notamment l'aéroport JKIA, **(ii) le renforcement du tourisme d'affaires** via la modernisation de ses infrastructures destinées aux conférences internationales, et **(iii) le ciblage de nouveaux marchés**, notamment la France, la Suède, la Pologne ou encore le Mexique.

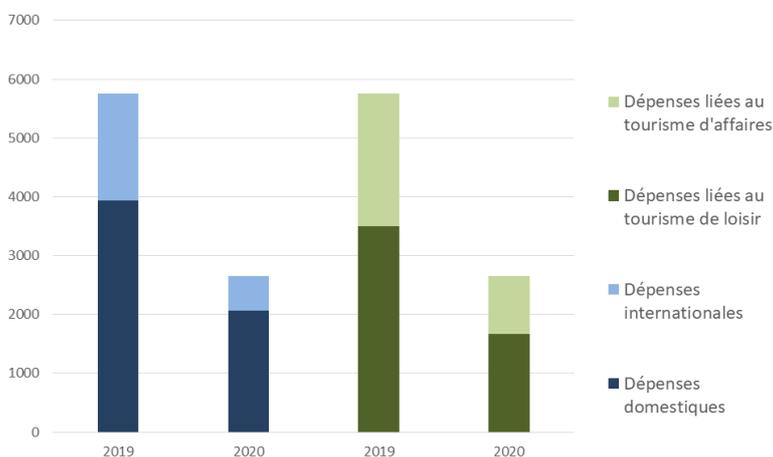
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers au Kenya 2000-2019 – Source : Banque Mondiale



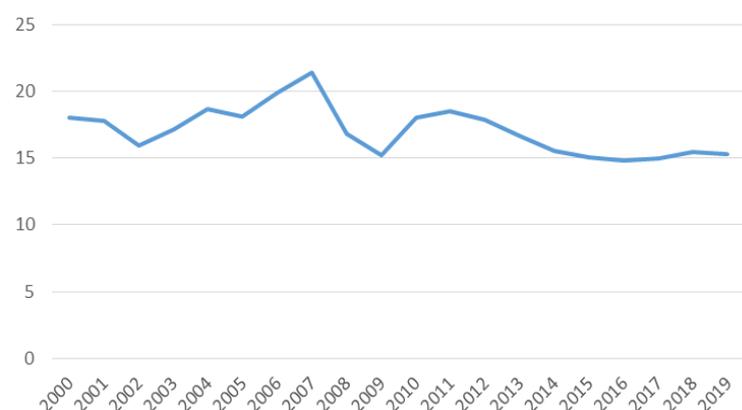
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers au Kenya



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques au Kenya (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales du Kenya (en %, 2000-2019) – Source : Banque Mondiale



Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda Par le SE de Kampala



3^{ème} destination de l'AEOI, l'Ouganda peine à profiter de son potentiel

3^{ème} destination de l'AEOI sur la décennie, surtout pour les visiteurs africains, les loisirs et les visites personnelles, l'Ouganda a été fortement affecté par la crise sanitaire. Si le pays dispose d'un patrimoine naturel et culturel pouvant servir le développement de son secteur touristique, il devra, cependant, mettre en œuvre sa politique sectorielle pour s'attaquer aux problèmes structurels qui entravent son développement.

Avec 1,3 M d'arrivées en moyenne pour la décennie (soit 14 % des touristes internationaux en AEOI), l'Ouganda est la 3^{ème} destination touristique de la zone AEOI. Depuis 2010, la tendance est à la hausse (+ 63 %). Le tourisme de loisirs est le segment le plus porteur en Ouganda, représentant 25 % en 2019, suivi par le tourisme personnel (lié aux visites de la famille et des amis) à 24 %, les voyages d'affaires à 19 %, le tourisme d'événementiel (réunions, conférences, sommet) à 13 %, le tourisme éducatif et de formation (9 %) et le tourisme religieux (3 %).

Les visiteurs étrangers en Ouganda viennent majoritairement des pays voisins. En 2020, les touristes proviennent principalement du Rwanda (29 %, principalement transfrontaliers), du Kenya (26 %), de la RDC (6 %), de la Tanzanie et des Etats-Unis (5 % chacun). A l'inverse, les destinations privilégiées par les visiteurs ougandais à l'étranger étaient la Tanzanie (21%), les Emirats Arabes Unis (19%), le Rwanda (16%), le Kenya (13%) et la Zambie (7%). Principales évolutions de 2020 par rapport à 2019, les Emirats Arabes Unis ont laissé leur place à la Tanzanie - qui a gagné 2 places - et le Rwanda a dépassé le Kenya.

Au niveau conjoncturel, la crise sanitaire a fragilisé le secteur touristique. Entre 2019 et 2020, le PIB du secteur touristique a chuté de 60,2 % et sa part dans le PIB totale a perdu 3,7 points de pourcentage (passant de 6,2 % à 2,5 %). 203 100 employés du secteur ont été licenciés (soit - 34,5 % des emplois). La récession du secteur s'explique par des **mesures sanitaires strictes en Ouganda** (fermeture des frontières et confinement, processus de test Covid-19 aux frontières pour les arrivants, couvre-feu, annulations de toutes les conférences internationales etc.) et dans le monde. 448 996 réservations de chambres d'hôtel ont été annulées entre mars et juin 2020 et le nombre d'arrivées s'est effondré de 69 % en 2020 (- 1,1 M d'arrivées). En 2019, le pays était fortement dépendant des touristes étrangers (71 % des dépenses). Alors qu'en 2020, cette dépendance s'est réduite (52 %). L'ensemble des dépenses a chuté (- 64,2 % en g.a.), tant pour les dépenses étrangères (- 73,8 %) que domestiques (- 40,5 %). A la crise sanitaire se sont ajoutés les risques sécuritaires, avec des attentats en octobre et l'opération Shujja à la frontière avec la RDC, qui ont ralenti la demande touristique.

Le tourisme connaît cependant une reprise. Selon une étude publiée par le ministère du Tourisme en avril 2021, les réservations touristiques ont triplé depuis la réouverture des sites et de l'aéroport depuis août 2020. 83 464 réservations ont été effectuées au cours du premier trimestre 2021 (contre 27 542 en août 2020). Le taux d'occupation des hôtels serait passé de 5,6 % à 28,0 % (58,0 % en moyenne avant la crise). 73,0 % des vols à destination de l'aéroport d'Entebbe ont repris (11 vols par semaine contre 3 en octobre). En 2022, avec l'ouverture complète de l'économie et la fin du test PCR Covid-19 à l'arrivée, le secteur pourrait se redresser.

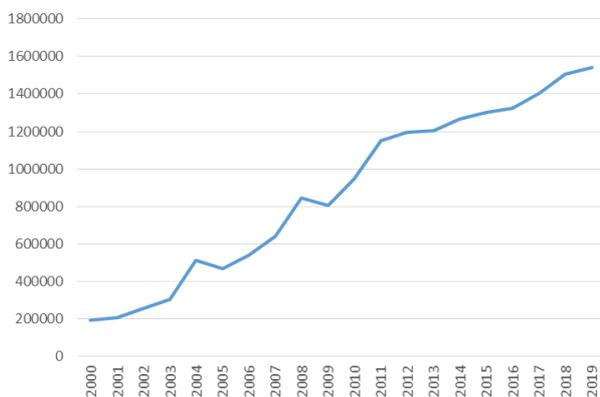
Sur le plan structurel, des lacunes importantes entravent l'essor du secteur. L'Ouganda fait face à (i) des infrastructures touristiques inadéquates ; (ii) une offre peu diversifiée (avec une gamme peu développée et étroite qui est spécialisée dans le tourisme de « Safari » face à une concurrence régionale intense), (iii) une image de marque insuffisamment promue ; (iv) un cadre institutionnel, politique et réglementaire défectueux (coordination insuffisante des différentes autorités en charge du secteur, lois obsolètes et inadaptées, mesures de protection de l'environnement non-optimisées et éparpillement des responsabilités entre tous les organismes publics tels que le *Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities*, l'*Uganda Tourism Board* (UTB), l'*Uganda Wildlife Authority* et les autres agences affiliées) et (v) une main-d'œuvre peu qualifiée.

En raison des difficultés, l'industrie touristique ougandaise demeure sous-exploitée. Les parcs nationaux ougandais (*Queen Elizabeth, Murchison Falls, Forêt de Bwindi, Vallée de Kidepo, Lac Mburo, Semliki, Kibale*, etc.) abritent une faune et une flore sauvage riches offrant une grande diversité de safaris et d'excursions

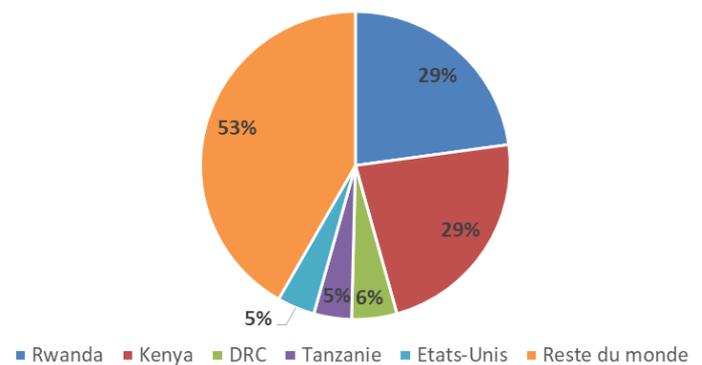
montagneuses (Rwenzori, etc.), et aquatiques (Nil blanc, lac Victoria, etc.). Sur le plan du patrimoine culturel, un seul site est classé au patrimoine de l'UNESCO, les tombes de Kasubi, et 8 sites ont le potentiel pour le devenir mais l'Ouganda n'a pas fourni la documentation nécessaire à ce stade pour permettre leur inscription définitive.

Le gouvernement a fait du tourisme une priorité de son plan national de développement 2020-2025 (NDP III). Les priorités du gouvernement s'articulent autour de cinq objectifs : (i) mettre en œuvre une stratégie pour la promotion du tourisme en Ouganda (au niveau domestique et international avec l'UTB qui a proposé un « *rebranding* » en janvier 2022 pour le pays : «*Explore Uganda, The Pearl of Africa*») ; (ii) augmenter en quantité et en qualité les infrastructures touristiques ; (iii) développer et diversifier l'offre touristique ougandaise ; (iv) améliorer le niveau de capital humain tout au long de la chaîne de valeur du tourisme et (v) mettre en place des réformes institutionnelles et de gouvernance.

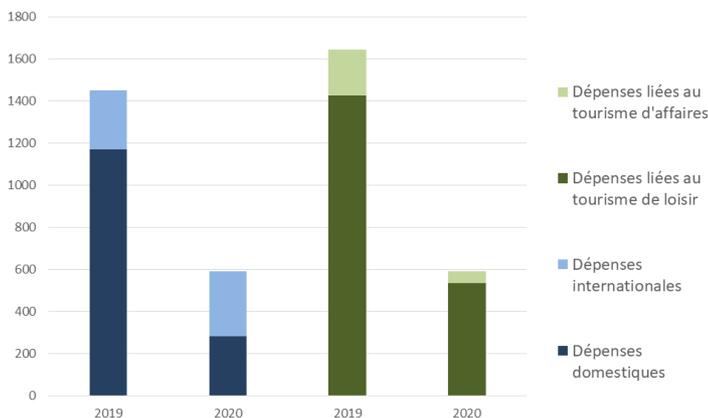
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers en Ouganda 2000-2019 – Source : Banque Mondiale



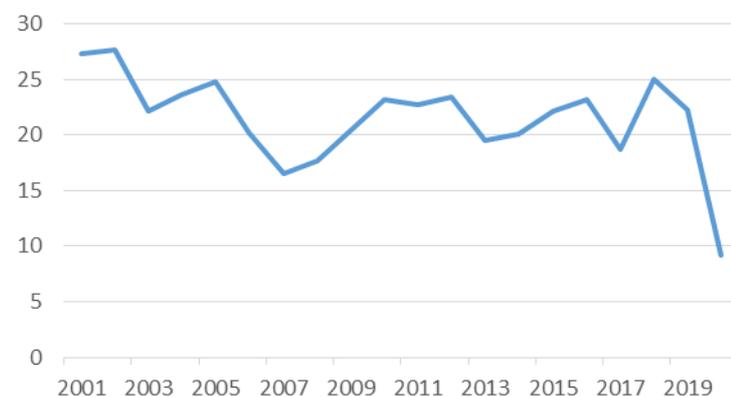
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers en Ouganda (en %, 2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : typologie des dépenses touristique en Ouganda (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 5 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales de l'Ouganda (en %, 2001-2019) – Source : Banque Mondiale



❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda

Par l'Ambassade de France au Rwanda



Le Rwanda, une deuxième place en trompe l'œil mais l'ambition de devenir un véritable hub continental sur le tourisme d'affaires, de conférences et sportif

Deuxième destination touristique de l'AEOI sur la décennie en matière d'arrivées touristiques étrangères avec 1,3 M de touristes (14,6 % des arrivées touristiques étrangères de la zone sur la période 2010-2019 en très forte hausse de +145 %), le Rwanda bénéficie de sa proximité géographique avec l'est de la RDC. Néanmoins, ce tourisme demeure principalement peu dépensier comme en témoignent les dépenses touristiques (8^{ème} de la zone en 2019). Malgré ces chiffres en trompe l'œil, le pays a fait du développement du tourisme l'un des axes principaux de sa politique de développement.

De façon assez surprenante, le Rwanda se situe derrière le Kenya mais devant des pays comme la Tanzanie, l'Ouganda ou l'île Maurice en nombre de touristes par an. L'explication derrière ces chiffres, qui interpellent, se situe à la frontière avec l'est de la RDC. En effet, alors que les deux pays partagent leur frontière aux bords du lac Kivu, les passages transfrontaliers de la RDC vers le Rwanda sont légions (villes de Rubavu et Rusizi). Ainsi, sur les 1,6M d'arrivées en 2019, **86 % proviennent d'Afrique et 50 % de la RDC² (791 000 touristes en 2019).**

Ces touristes en provenance de RDC arrivent généralement **par la route** (82,9 % des arrivées au Rwanda en 2019), tandis que la majorité des touristes **restent au moins une nuit au Rwanda** (95 % des touristes étrangers ont passé au moins une nuit au cours de leur séjour) **et dépensent peu** (636 MUSD de dépenses touristiques en 2019, à la 8^{ème} place des pays de la zone). Les principaux autres pays de provenance concernent également des voisins du Rwanda, le Burundi (9 %), le Kenya (5 %), et l'Ouganda (4 %). Il faut ainsi descendre à la 5^{ème} place pour trouver trace d'un pays où le voyage aérien est la seule option pour se rendre au Rwanda, les Etats-Unis (3 %).

Ainsi, si seules les arrivées par les airs étaient prises en compte (280 000 en 2019), le pays se situerait à la 8^{ème} place dans la zone EAOI. Les motifs de visite des touristes internationaux au Rwanda se distinguent par la **forte part du tourisme d'affaires (25,5 % en 2019) et les autres motifs, familiaux et transit notamment (63,8 %) et une part assez faible du tourisme de loisir (10,7 %).**

Cette répartition n'est pas surprenante compte tenu de l'ambition du pays de devenir un **hub continental pour le tourisme d'affaire**. Cette stratégie est contenue dans les 3 plans du pays, la *Rwanda Tourism Policy*, élaborée en 2009, le *Sustainable Tourism Development Master Plan*, développé également en 2009 et le *Rwanda National Meetings, Incentives, Conferences/Conventions and Events/Exhibitions (MICE) Tourism Strategy*, rédigé en 2014. L'objectif global de cette stratégie est d'accroître le nombre de nuits passées au Rwanda par les visiteurs, ainsi que la demande pour les produits liés au MICE. **Le tourisme de loisir n'est considéré que sous l'angle haut-de-gamme** avec comme point d'orgue un passage au parc national des volcans, refuge des gorilles des montagnes dont la visite coûte 1 500 \$ au visiteur étranger.

Dans ce contexte, **les conséquences du Covid-19 sur le Rwanda ont été particulièrement fortes**, d'autant que le pays a rapidement pris des mesures drastiques (fermeture de l'aéroport, des frontières terrestres, confinement strict) pour endiguer la propagation du virus. Ainsi, **alors que le tourisme représentait 11,4 % du PIB en 2019, il n'en représentait plus que 5,1% en 2020** grevant ainsi la croissance de - 2,9 % sur l'année. Autre conséquence : **le pays a perdu 133 000 emplois liés au tourisme**, soit une baisse de près de - 35 % par rapport à 2019 alors que le secteur touristique représente près de **10 % des emplois formels du pays** (378 000 emplois en 2019). Enfin, si les dépenses touristiques internationales et domestiques confondues

² Selon l'UNWTO, 50 % des touristes provenaient de la RDC en 2019, une proportion qui s'élevait à 62 % selon les données du WTTC.

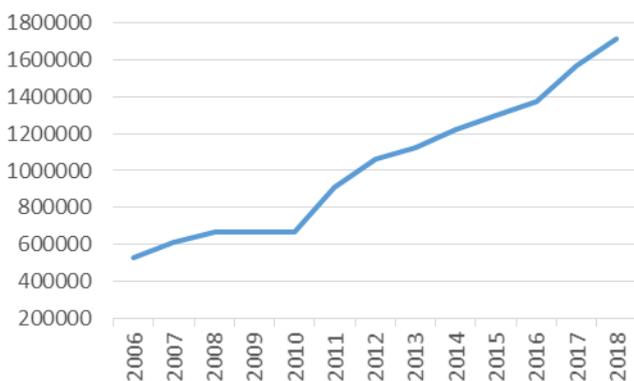
représentaient près d'1,2 Md USD en 2019 (réparties à 60 % pour l'international et 40 % pour le domestique), **elles ne représentaient plus que 406 MUSD en 2020 (53 % international et 47 % domestiques) soit une baisse d'environ – 60 %.**

Malgré cette période délicate pour le pays, le Rwanda continue de se doter d'infrastructures touristiques pour accompagner son ambition. Par exemple, le nombre d'établissements touristiques au Rwanda est passé de 549 en 2015 à 893 en 2019. Au-delà des structures hôtelières, le Rwanda mise sur la construction et la mise à niveau d'infrastructures permettant d'accueillir des visiteurs étrangers. Parmi les plus emblématiques du pays, le **Kigali Convention Center** qui accueille les principales conférences internationales à Kigali (sommet UA/UE et prochainement la conférence des chefs d'Etats du Commonwealth), la **Kigali Arena** pour les événements sportifs et les concerts (*Basketball Africa League, AfroBasket, ou Afrovolley*), et prochainement la rénovation du **stade national Amaohoro**. Point commun entre ces trois infrastructures, **les travaux ont été confiés à des entreprises turques**, signe d'un rapprochement économique et politique toujours aussi fort entre Ankara et Kigali.

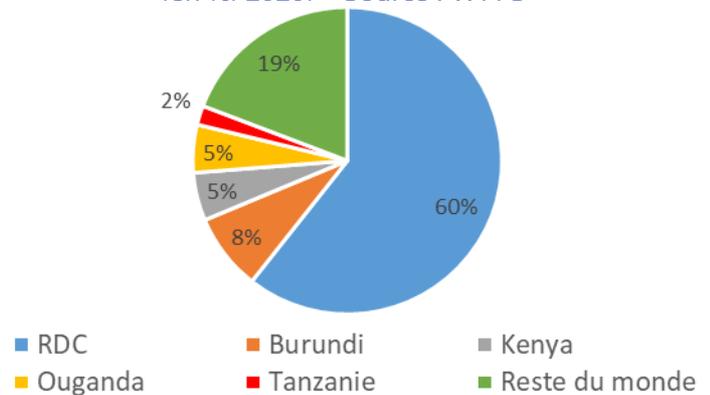
Dernier projet d'envergure, **la construction du nouvel aéroport de Kigali à Bugesera**. Le projet est porté par *Qatar Airways*, actionnaire majoritaire à 60 % de la structure en charge du nouvel aéroport. Ce méga projet vise à **faire de Kigali le hub continental de la compagnie aérienne Qatarie** laquelle a également pris 49 % dans la compagnie nationale *Rwandair*. Le projet devrait voir le jour en 2025 et permettre de porter la capacité de l'aéroport à **10 millions de passagers/an pour un coût total estimé à 1,3 Md USD**. Objectif assumé, concurrencer Addis Abeba et Nairobi comme aéroport de référence en Afrique subsaharienne.

Ce projet avec le Qatar s'inscrit dans la lignée mais en complément du partenariat du Rwanda avec le Paris-Saint-Germain lui permettant d'afficher « *Visit Rwanda* » sur le maillot du club parisien qui évolue dans les plus grandes compétitions européennes (un partenariat similaire existe avec le club anglais *Arsenal*). Ces investissements dans le sport et les structures sportives doivent permettre à Kigali de s'imposer **comme destination d'accueil pour les grandes compétitions continentales et internationales**, le pays accueillera par exemple les championnats du monde de cyclisme sur route en 2025, une première sur le continent.

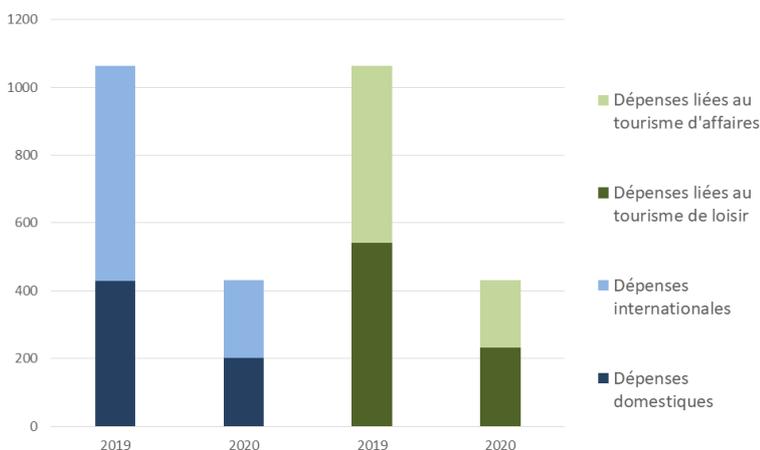
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers au Rwanda 2006-2018 – Source : Banque Mondiale



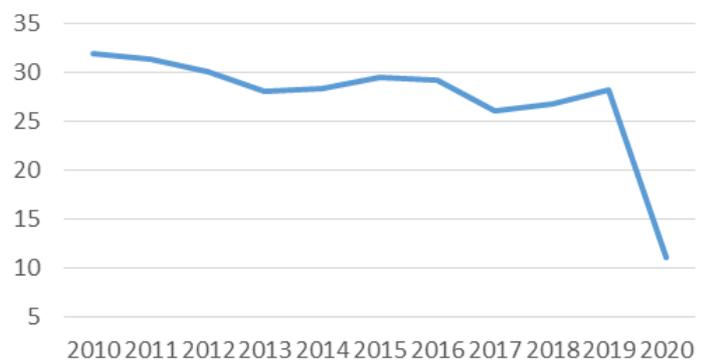
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers au Rwanda (en %, 2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : typologie des dépenses touristique au Rwanda (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales du Rwanda (en %, 2010-2020) – Source : Banque Mondiale



❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar es Salam



Le secteur du tourisme sort durement affecté par la pandémie, en Tanzanie, 4^{ème} destination touristique de l'AEOI.

Le secteur du tourisme en Tanzanie a été fortement affecté par la pandémie de Covid-19 et en ressort structurellement fragilisé. La crise mondiale a exacerbé le constat d'un secteur essentiel pour l'économie nationale, mais sous-exploité et peu diversifié.

La Tanzanie offre un large éventail d'attractions touristiques, lui permettant d'être la 4^e destination touristique de l'AEOI sur la décennie 2010-2019 (la Tanzanie a accueilli 13,1 % des touristes internationaux en AEOI sur la période). Le pays se classe après le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda en termes d'arrivées touristiques (1,5 M pour la Tanzanie en 2019 vs 2,0 M ; 1,6 M et 1,5 M respectivement), **mais les dépenses des visiteurs internationaux y sont sensiblement supérieures à celles de ses voisins (2,6 Mds USD pour la Tanzanie en 2019 vs 1,8 Md USD pour le Kenya par exemple)**. Cela s'explique principalement par le profil des visiteurs, majoritairement européens (51 % des arrivées en 2019) et arrivant pour leurs vacances (le tourisme de loisir représentait 67 % du marché) ce qui implique des revenus supérieurs pour le pays. **La dépense journalière était de 358 USD en 2019 vs 225 USD pour le touriste d'affaires selon le World Travel & Tourism Council (WTTC)**. La pandémie mondiale n'a pas totalement ralenti les dépenses liées au tourisme d'affaires (18 % des dépenses en 2020 contre 15 % en 2019). **Elle a surtout favorisé le tourisme domestique (46 % des dépenses touristiques en 2020 contre 31 % en 2019) ainsi que le tourisme régional des pays frontaliers** (36 % des arrivées totales en 2021), sans pour autant compenser la chute des revenus du tourisme international. **2021 a également vu un pic de la demande en provenance de Russie** (2^{ème} nationalité la plus représentée parmi les arrivées de 2021) **et d'autres marchés d'Europe de l'Est**.

La guerre en Ukraine a déjà des effets immédiats sur l'économie touristique de Zanzibar. Les liaisons aériennes par charters de touristes ukrainiens vers Zanzibar (packages de séjours d'une semaine) ont pris fin. Les arrivées de touristes russes, qui avaient permis la reprise de l'activité à l'hiver 2021/2022 en l'absence de touristes du Golfe (*Emirates* avait stoppé ses vols raison de la pandémie), ont drastiquement chuté début 2022.

Le secteur du tourisme contribue de manière significative à l'économie tanzanienne : en 2019, le secteur représentait 11 % du PIB et 35 % des recettes en devises ; générait 1,54 M emplois (directs et indirects) et était le premier poste d'exportations de services. Selon la Banque Mondiale (2018), les ménages tanzaniens dont un membre travaille dans le tourisme sont moins exposés à la pauvreté que les autres ménages notamment dans les zones rurales (taux de pauvreté deux fois moins élevé que le taux de pauvreté global).

Toutefois, la vulnérabilité du secteur est élevée du fait de la forte dépendance du pays aux touristes internationaux. Les exportations de tourisme ont chuté de 55 % sur l'année fiscale 2020/21, en raison de la pandémie, affectant mécaniquement la balance courante (le compte courant a enregistré un déficit de 2,1 % du PIB pour 2020/21 contre 1,8 % en 2019/20). **Cette sous-performance conjoncturelle du secteur touristique est l'une des raisons avancées par le FMI pour justifier le passage du risque de surendettement du pays de faible à modéré en 2021**. La contribution du secteur au PIB a également chuté de 5,4 points de pourcentage entre 2019 et 2020. La pandémie de Covid-19 aurait entraîné une perte de 412 000 emplois dans le secteur, touchant en première ligne les travailleurs informels. On constate une reprise progressive du tourisme en Tanzanie avec, pour 2021, 922 692 arrivées, contre 620 867 en 2020.

La crise du Covid-19 a souligné le besoin de diversification de l'offre touristique. Le patrimoine naturel et culturel du pays est reconnu (en 2021, le parc du Serengeti, a remporté pour la 3^{ème} année consécutive le *World Travel Awards* dans la catégorie du meilleur parc national d'Afrique), mais insuffisamment exploité. Les activités touristiques sont concentrées dans deux zones : le circuit du Nord, qui comprend le Serengeti, le Ngorongoro

et le mont Kilimandjaro³, et les plages de Zanzibar. La plupart des plages du continent, telles que South Beach et Pangani, sont également relativement peu fréquentées. **Pour répondre à cet impératif de diversification, la Tanzanie a créé en 2019 quatre nouveaux parcs nationaux** (Burigi-Chato, Ibanda-Lumanyika, Karagwe Kyerwa à l'Est du pays et Nyerere au sud de Dar es Salam). La diversification passerait aussi par le développement du tourisme culturel, via la promotion de lieux tels que les ruines de Kilwa pour lesquelles la France a cofinancé via le MEAE le projet « Promouvoir le patrimoine à Kilwa pour renforcer le développement social et économique » (2013-2016).

La réalisation de cet objectif de diversification nécessite de nouveaux investissements dans des infrastructures telles que de meilleurs réseaux de transport ainsi que la fourniture constante et fiable d'électricité. Pour faciliter l'accès du pays, plusieurs projets de renforcement des infrastructures de transports terrestres (SGR) sont en cours et ont été intégrés au budget prévisionnel de l'État pour l'exercice 2022/2023.

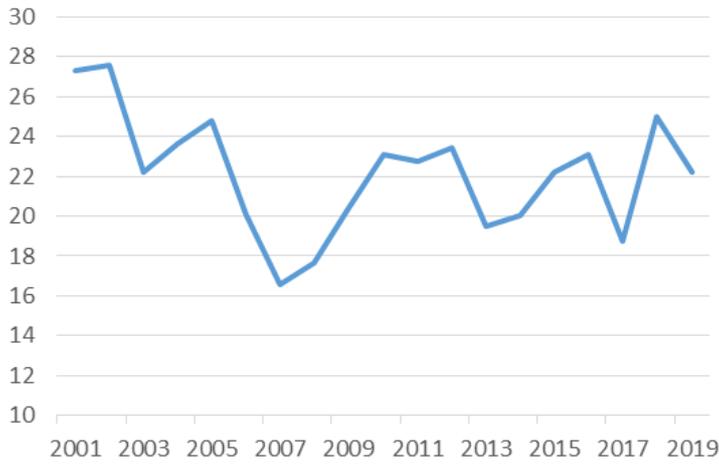
Le gouvernement souhaite également développer son transport aérien, en allouant 247 MUSD pour l'année fiscale 2022/2023 à *Air Tanzania* (finalisation de l'achat de 5 aéronefs notamment). La rénovation ou la construction d'aéroports est également un axe de développement du gouvernement pour le continent et l'archipel de Zanzibar.

Plus globalement, l'amélioration du climat des affaires est un facteur important pour le redémarrage du secteur touristique tanzanien puisque de nouveaux investissements (notamment des IDE) seront nécessaires pour enclencher la reprise. L'édition 2020 du rapport *Doing Business* a classé la Tanzanie au 141^{ème} rang sur 190 pays au regard du climat d'affaire. Le secteur du tourisme a particulièrement souffert des mesures prises en 2016 par l'ancien président Magufuli. Celles-ci comprenaient de nouvelles taxes (telles que la TVA sur les services touristiques), qui ont été imposées dans de nombreuses industries, combinées à une réglementation du travail qui entravait l'embauche d'employés étrangers. L'actuelle Présidente a annoncé des mesures de rupture : assouplissement de la délivrance des permis de travail aux étrangers ; procédure accélérée pour les litiges fiscaux et création d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers notamment, tout en faisant la promotion du tourisme tanzanien auprès de partenaires internationaux comme les Emirats Arabes Unis (lors de l'exposition universelle de Dubaï en février 2022 notamment).

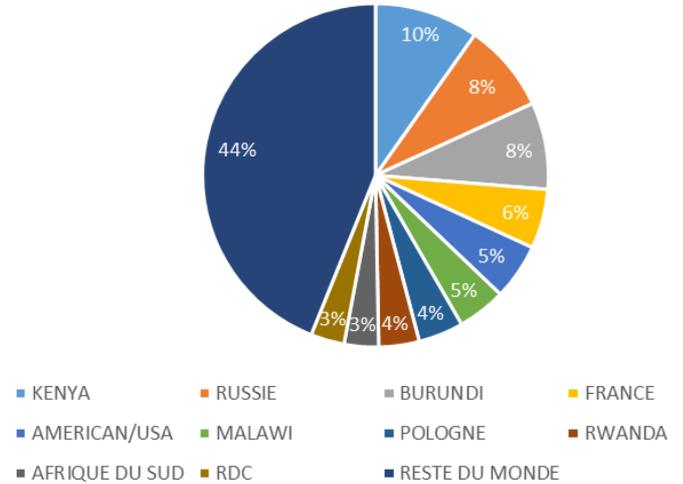
Concernant la présence française, Air France dessert les trois aéroports internationaux du pays depuis **la réouverture de la liaison Paris-Zanzibar le 18 octobre 2021. Lagardère Travel Retail et son partenaire local Bevco Limited sont présents à l'aéroport international Julius Nyerere de Dar es Salaam au travers de deux boutiques duty-free.** L'entreprise française Carwatt, implantée en Tanzanie via *E. motion Africa*, transforme des voitures thermiques en véhicules électriques pour les safaris notamment. Des véhicules de ce type sont déjà utilisés par un opérateur de safari français en Tanzanie. Enfin, au niveau des infrastructures d'hébergement, les enseignes françaises (acteurs indépendants et grands groupes comme Accor sous son enseigne sud-africaine *Mantis*) sont surtout présentes dans les circuits touristiques traditionnels (Arusha et Zanzibar), zones où la concurrence est la plus importante. Le groupe *Golden Tulip* est lui présent à Dar es Salam et à Zanzibar.

³ Les parcs nationaux du Serengeti, de Ngorongoro et du Kilimandjaro représentaient 43,1 % des visites en 2019 selon le rapport sur le tourisme en Tanzanie produit en 2019 par le Bureau National des Statistiques tanzanien. En comparaison, la réserve de Selous, située au sud de Dar es Salam, n'avait attiré que 1,9 % des visites.

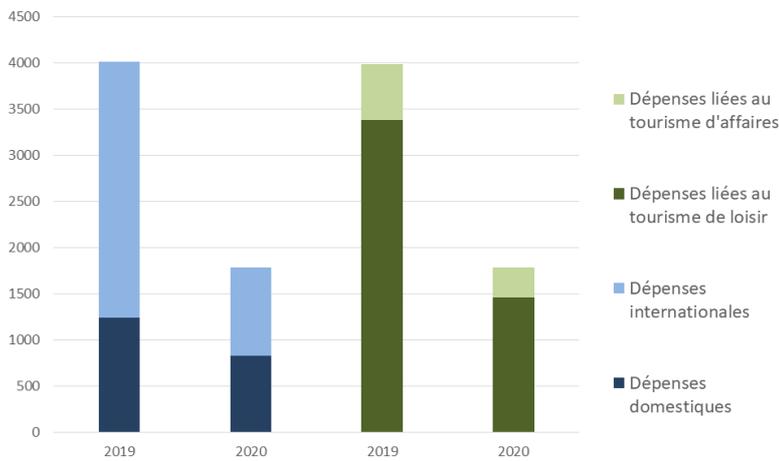
Graphique 1 : Évolution des arrivées de touristes étrangers en Tanzanie 2000-2019 – Source : Banque Mondiale



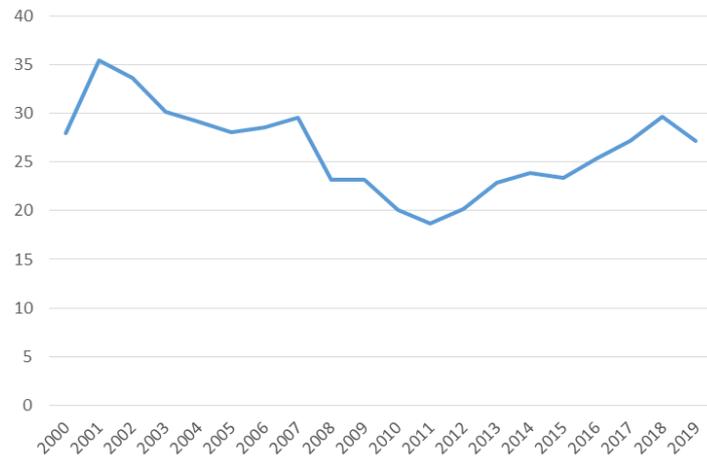
Graphique 2 : Provenance des touristes étrangers en Tanzanie (en %, 2021) – Source : Bureau National des Statistiques



Graphique 3 : Typologie des dépenses touristique en Tanzanie (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : Part des revenus du tourisme dans les exportations totales de la Tanzanie (en %, 2000-2019) – Source : Banque Mondiale



Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	11,9	53,8	45,7	13,0	11,2	59,7
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	3,1	2,3	3,6	2,6	0,9	3,0
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	165	124	142	49	179	94
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	3,0	102,4	38,1	10,3	4,4	64,1
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	256	2 104	925	816	322	1 110
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-1,0	-0,3	-0,8	-3,4	-6,6	4,8
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	7,3	5,2	2,8	7,7	24,0	3,3
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-6,7	-8,1	-7,6	-6,2	-1,8	-1,8
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	67,0	67,6	44,1	60,1	35,8	39,1
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	17,7	31,6	30,2	53,7	-	28,2
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-19,8	-12,0	-13,2	-15,1	-	-6,6
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	7,6	173,0	26,5	20,9	3,5	62,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	3,3	110,5	11,8	4,4	0,2	33,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-10,4	-4,4	-9,6	-12,2	-5,8	-1,8
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,4	2,9	4,6	2,6	34,4	0,6
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,7	4,7	3,7	3,6	0,2	4,6
Développement						
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	71,8	36,8	41,7	55,5	42,7	49,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,04	0,31	0,14	0,08	0,14	0,23
Notation Dette Souveraine						
S&P	-	B	B	B+(-)	-	-
Moody's	-	B2(-)	B2	B2(-)	-	B2
Fitch	-	B+(-)	B+(-)	B+(-)	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur **</i>	-	7,0	7,0	4,5	-	5,0

❖ Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis-Abeba



Djibouti ambitionne d'attirer 1 million de touristes d'ici 2035.

Malgré un essor du secteur touristique à Djibouti depuis le début des années 2000, le pays peine encore à développer et diversifier son offre pour attirer des touristes aux différents profils. Avec l'ambition d'attirer 1 M de touristes d'ici 2035, Djibouti s'appuie sur les bailleurs et des investisseurs privés pour développer son offre touristique, particulièrement à travers le développement de l'hôtellerie.

Djibouti reste de loin une destination touristique peu convoitée dans l'AEOI, et a accueilli 0,8 % des touristes internationaux de l'AEOI entre 2010 et 2013, soit en moyenne 57 500 touristes internationaux sur cette période. Malgré l'absence de données sur les arrivées à Djibouti après 2013, celles-ci ont triplé sur la période 2000-2013 (+ 213,4 %).

Les motifs des visites⁴ à Djibouti concernent essentiellement le **tourisme d'affaires** limité à la capitale (environ 45 % des visiteurs), le **tourisme de loisirs (25 à 30 %)**, le tourisme lié à la présence des militaires des **5 bases militaires étrangères**⁵ installées dans le pays (15 %) et les **autres visiteurs** (10 à 15 %)⁶.

De par la diversité des paysages naturels⁷ et des activités touristiques qui peuvent être développées⁸, **Djibouti dispose d'un réel potentiel, à ce stade peu exploité et diversifié**. Les principaux défis du secteur sont (i) une offre touristique peu structurée et limitée avec des coûts de prestations élevés ; (ii) des infrastructures peu développées (malgré un score qui place Djibouti dans le Top 20 des pays africains en termes de développement d'infrastructures en 2020)⁹ ouvrant un accès aux potentiels sites touristiques ; (iii) des liaisons aériennes limitées (100^{ème} mondial selon le classement IATA en termes de connectivité aérienne pour 1000 habitants en 2019) ; (iv) de faibles compétences et capacités dans le secteur.

Face à ces enjeux, le gouvernement djiboutien a fait du secteur du tourisme une priorité stratégique.

Cette ambition se traduit dans le programme Vision 2035 qui projette d'attirer 1 M de touristes internationaux d'ici 2035. Parmi les axes de renforcement du secteur touristique cités dans le Schéma directeur de développement du tourisme durable (2019-2024), Djibouti devrait envisager (i) le développement du tourisme durable ; (ii) la planification et la valorisation des principaux sites touristiques ; (iii) la structuration de l'offre de produits touristiques ; (iv) le renforcement des compétences et des ressources humaines.

Djibouti est soutenu dans cette démarche par des bailleurs, dont le Groupe Banque mondiale. Le *Country Partnership Framework* FY22-FY26 de la Banque propose un axe de soutien au développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé à travers un appui au secteur touristique. De plus, un prêt conjoint de la Société financière internationale et de l'Association internationale de développement a été octroyé au groupe luxembourgeois *Onomo Hotels* pour la construction d'un hôtel de 100 chambres¹⁰.

Djibouti bénéficie de l'intérêt du groupe français Accor. Fin 2020, Accor a annoncé 3 projets de rénovation et de construction de complexes hôteliers dans la capitale, dont la rénovation de l'hôtel *Les Acacias*, la construction d'un *MG Gallery* et d'un *Pullman Living*. Un contrat de gestion entre Accor et la société djiboutienne *Carnegie Hill Hospitality* a été également signé fin septembre 2021 pour la construction sous la marque *Fairmont* d'un complexe hôtelier de luxe de 150 chambres et 15 appartements à Djibouti-ville.

La crise sanitaire et les mesures de confinement et de fermetures des frontières ont affecté le secteur privé dans son ensemble et le secteur touristique, bien que des données chiffrées ne soient pas disponibles.

⁴ D'après les données recensées dans le Schéma directeur de développement du tourisme durable de Djibouti 2019-2024.

⁵ Il s'agit des bases militaires de la France, des Etats-Unis, de la Chine, du Japon et de l'Italie.

⁶ Les visiteurs qui sont en mission (diplomates, ONG).

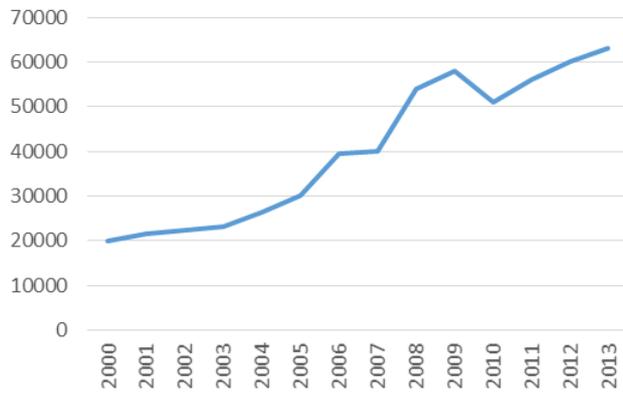
⁷ Les îles Moucha et Maskali, les plages, la Mangroves de Godoria, les randonnées dans le désert, les différents lacs dont celui d'Ardukoba et d'Assal, le Golfe de Tadjourah, l'île du Diable, le site préhistorique de Balho.

⁸ Plongée sous-marine, observations des requins baleines, et autres activités aquatiques.

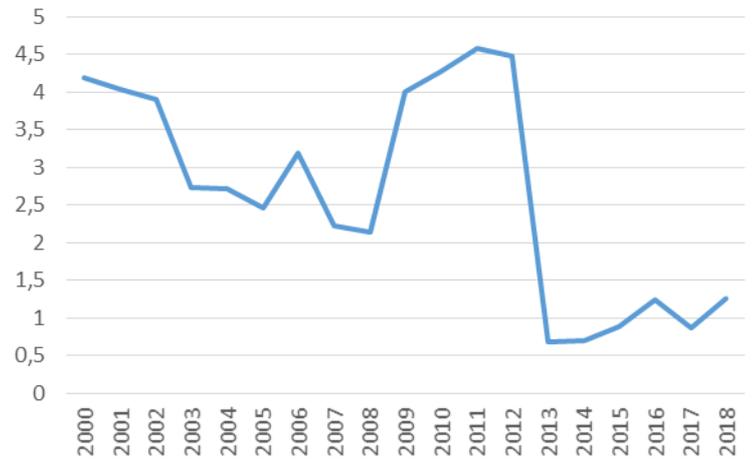
⁹ Africa Infrastructure Development Index (AIDI), 2020

¹⁰ Il s'agit d'un projet régional porté par le groupe *African Hotel Development Luxembourg* ou *Onomo Hotels* estimé à 70,2 M EUR pour le Cameroun, Djibouti, Mali, Sénégal et Côte d'Ivoire.

Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers à Djibouti 2000-2013 – Source : Banque Mondiale



Graphique 2 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales de Djibouti (en %, 2000-2018) –



❖ Corne de l'Afrique – Ethiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Malgré une offre touristique unique sur le continent, le tourisme en Éthiopie peine à décoller en raison d'une mauvaise gestion structurelle et un contexte conjoncturel peu attractif.

6^{ème} destination touristique de l'AEOI sur la décennie (9,0 % des arrivées touristiques étrangères de la zone sur la période 2010-2020), le secteur touristique en Éthiopie a été affecté par la crise politique (conflit dans le nord - Tigré), sanitaire et économique. Contrairement à plusieurs pays de la zone, l'Éthiopie n'a pas vu son ratio tourisme international/tourisme domestique changer durant la crise. Depuis 2018, le tourisme est un secteur très poussé par le gouvernement comme nouveau vecteur de croissance, de devises et d'emploi.

Abritant neuf sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'Éthiopie dispose d'un capital touristique unique sur le continent pour (i) ses nombreux monuments anciens (Lalibela, Axoum, Gondar) ; (ii) ses merveilles géographiques (la dépression de Danakil, Simien, Bale mountains) ; (iii) le rayonnement international de la capitale (principal pourvoyeur de clients pour les grands établissements d'Addis-Abeba grâce au tourisme d'affaires et de conférences ainsi que le statut de hub régional de l'*Ethiopian Airlines Airport*). **L'Éthiopie aurait accueilli 518 000 visiteurs étrangers en 2020** (- 36,2 % par rapport 2019) après un pic de 933 344 visiteurs en 2017. En 2020, les « touristes » étaient principalement en provenance des États-Unis (13 %), de la Chine (7 %) et de l'Allemagne (5 %). La capitale accueille le plus de visiteurs (86 %), suivi par la région Amhara (39 %), Harari (29 %), SNNP (28 %), Oromia (25 %) et Tigré (24 %)¹¹.

Néanmoins, la destination Éthiopie demeure peu compétitive. Alors que le pays est au 68^{ème} rang mondial en termes de ressources naturelles et culturelles en 2019, le pays occupe la 122^{ème} place sur 140 en termes de compétitivité touristique selon le classement *Travel and Tourism Competitiveness Report 2019*. Ces résultats s'expliquent par les **prix pratiqués** - bien que l'Éthiopie ne représente que 2 % des touristes d'Afrique subsaharienne, la dépense moyenne par visiteur et par séjour est parmi les plus élevées du continent (1 191 USD, soit nettement plus que les 550 USD du Kenya et la moyenne continentale de 638 USD), (ii) **des standards de services particulièrement bas** face à la concurrence régionale, (iii) la **pauvreté des infrastructures** - l'Éthiopie se situe à la 48^{ème} position sur 54 en termes d'infrastructures (transports, électricité, TIC et accès à l'eau et l'assainissement) d'après l'*African Infrastructure Development Index 2020* et (iv) une **absence de formation de qualité du personnel et d'investissements**¹² **dans le secteur**, les principaux sites culturels et naturels sont peu mis en valeur (manque de connaissances, de compréhension des attentes des clients internationaux).

La crise sanitaire a gravement affecté le secteur touristique et entraîné une chute du nombre de visiteurs, la fermeture complète des hôtels de la capitale (56 % entre mars et avril 2020), ainsi que le chômage de la majorité des acteurs et travailleurs du secteur en situation précaire. Par conséquent, (i) la **contribution du secteur touristique au PIB éthiopien est passé entre 2019 et 2020**, de 6,8 % à 4,3 % du PIB, (ii) le secteur a également connu une **baisse en termes d'emplois** : alors que le tourisme représentait 7,1 % des emplois (1,98 millions de salariés) en 2019, il ne représente plus que 5,3 % des emplois en 2020 (1,48 millions de salariés), et (iii) les recettes liées au tourisme ont également connu une baisse (- 34,3 %) passant de 3,5 Mds USD en 2019 à 2,3 Mds USD en 2020. Toutefois la répartition entre dépenses touristiques internationales et internes a peu varié durant la crise, les dépenses internationales représentant 69 % des dépenses touristiques totales en 2020, contre 70 % en 2019 selon le WTTC.

¹¹ Enquête MoCT 2013.

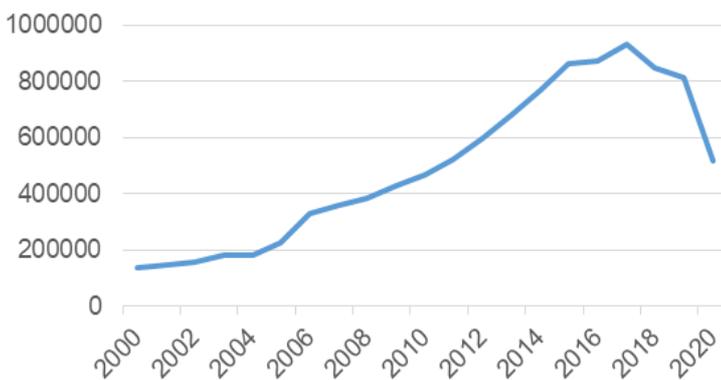
¹²Un certain nombre de défis sont à citer : i) la faible sensibilisation aux opportunités d'emploi dans le secteur, ii) peu d'incitations offertes aux investisseurs, iii) accès limité aux financements bancaires, les instituts faible qualité de la formation aux métiers du secteur.

Afin de soutenir le secteur, le gouvernement éthiopien a annoncé un plan de soutien sectoriel à hauteur de 98 MUSD en mai 2020 (jugé peu efficace par les acteurs du secteur) ainsi que des garanties d'Etat qui permettaient des offres de financement très favorables. Le ministère de la Culture et du Tourisme a également mis sur pied un plan de relance « *Recovery Strategy* » qui vise entre autres à assurer un soutien politique et fiscal au secteur. Néanmoins, fin 2020, le pays s'enlisait dans un conflit interne qui opposait le gouvernement fédéral à la région du Tigré.

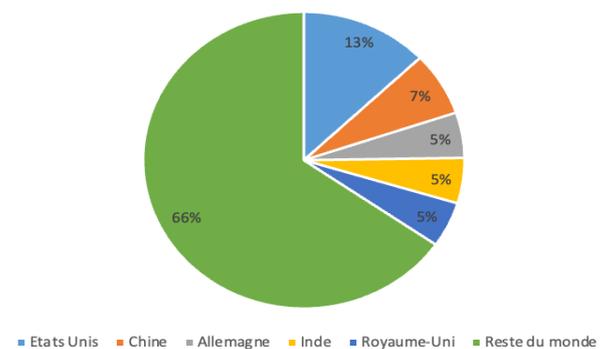
Priorité affichée du gouvernement, le secteur du tourisme figure dans toutes les stratégies politiques nationales, comme nouveau vecteur de croissance et source de devises et d'emplois (*Homegrown Economic Reforms, 10 years perspective plan, National Job Creation Brief; Digital Ethiopia Strategy 2025*). Un plan stratégique spécifique au secteur du tourisme a également été conçu (*10 year Tourism Masterplan*). Fondé sur 3 piliers, il vise entre autres à (i) développer un tourisme compétitif, (ii) renforcer les institutions touristiques et (iii) développer les liens entre la communauté et les investissements touristiques. **Par ailleurs, le Premier ministre actuel donne une place importante au secteur touristique**, ce qui s'est caractérisé par plusieurs projets phares dont l'ouverture au public du palais de Ménélik à Addis-Abeba fin 2019, et la construction d'un centre d'attraction « *Unity Park* ». Depuis 2020, le Premier ministre tient des dîners surnommés « *Dine for Nation* » pour lever des fonds pour la construction de destinations touristiques à Koysa (SNNP), Wenchi (Oromia) et Gorgora (Amhara).

Le patrimoine est aujourd'hui l'un des axes centraux du dispositif de coopération français en Éthiopie. L'objectif est (i) d'accompagner la transition politique en considérant le patrimoine comme un facteur d'unité nationale à un moment de tensions politiques et de questionnement sur l'identité nationale éthiopienne ; (ii) accompagner la transition économique et le développement du secteur privé. Ainsi, deux projets sont actuellement en cours : (i) un programme de **rénovation et d'ouverture au public du Palais National** à Addis-Abeba sur cinq ans (20 MEUR) depuis 2020; (ii) un projet de **restauration et conservation des églises de Lalibela**, financé par l'AFD (4 MEUR) nommé "*Sustainable Lalibela*" depuis mars 2021.

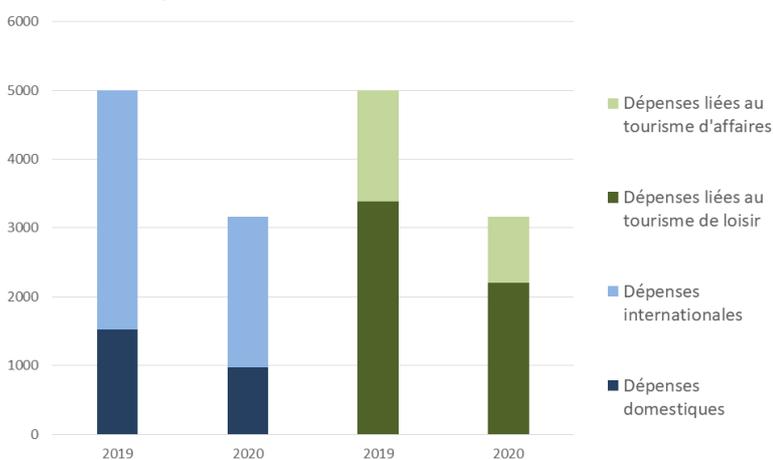
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers en Éthiopie 2000-2020 – Source : Banque Mondiale



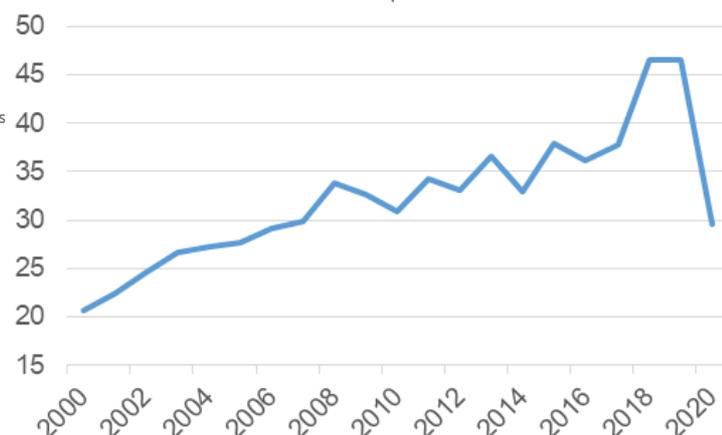
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers en Éthiopie (en %, 2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques en Éthiopie (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales de l'Éthiopie (en %, 2000-2020) – Source : Banque Mondiale



❖ Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SE de Khartoum



Le Soudan, 7^{ème} destination touristique de l'AEIOI, se caractérise par des ressources touristiques significatives mais très peu développées.

Le Soudan est la septième destination touristique des pays de l'AEIOI mais connaît depuis 2019 une forte baisse de ses visiteurs, conséquence directe des troubles politiques et sécuritaires et de la pandémie. Malgré des ressources touristiques importantes que représentent notamment les sites historiques dans le nord du pays, la côte de la Mer Rouge et les parcs nationaux dans le sud, le secteur touristique est caractérisé par l'absence d'investissements due aux fortes taxes et par la faiblesse des infrastructures de transport et hôtelières.

7^{ème} destination touristique de l'AEIOI, le Soudan connaît une tendance haussière de sa fréquentation depuis 2010 mais une baisse depuis 2019. Une moyenne annuelle d'environ 675 000¹³ touristes internationaux a visité le pays entre 2010 et 2018, représentant 7,5 % des arrivées de l'AEIOI avec une tendance à la hausse de 68,9 % depuis 2010, mais une baisse de 75,0 % entre 2019 et 2020. Les deux premiers pays d'origine de touristes sont l'Egypte (11 % en 2019 et 15 % en 2020) et l'Ethiopie (10 % en 2019 et 9 % en 2020). Selon les autorités les derniers événements politiques et les restrictions de voyage dues à la Covid-19 ont fait chuter de 75 % le nombre de touristes internationaux, qui sont passés de 664 366 en 2019 à 143 236 en 2020, Dans le même temps, la contribution du tourisme au PIB du Soudan est passée de 4,3 % à 2,4 %.

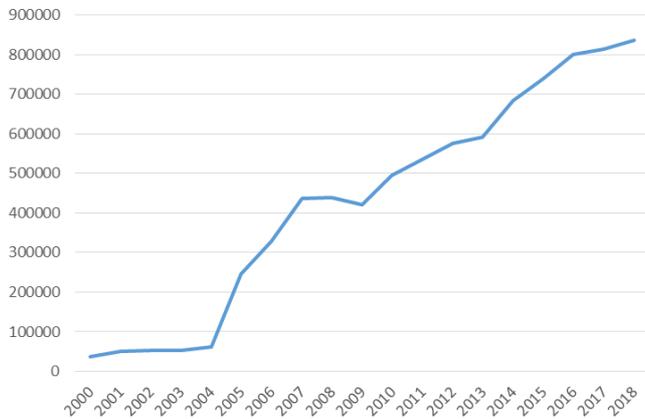
Un secteur marqué par le manque d'investissements publics et privés et l'instabilité politique et sécuritaire. La faiblesse de ces investissements est due en grande partie à l'absence de volonté politique¹⁴ de valoriser le patrimoine touristique existant, aux nombreuses taxes qui affectent les services touristiques et hôteliers ainsi qu'au manque de formation des salariés du secteur, qui employait 399 500 personnes en 2020, soit 4,3 % de la population active, un chiffre en baisse par rapport à 2019 où il était de 606 600 personnes. Le coût élevé des transports (aérien, transports terrestres) et des prestations font du Soudan une destination chère alors même que les infrastructures et services, notamment hôteliers et de transport, sont de qualité très moyenne, voire faible. Les touristes se rendant au Soudan, dont la saison touristique court d'octobre à avril, viennent surtout pour visiter un pays encore préservé des flux touristiques internationaux.

Les deux principales destinations demeurent les sites historiques dans le nord et la côte de la Mer Rouge. Le Soudan possède des ressources touristiques importantes largement inexploitées tant sur les sites archéologiques (comme Merowe ou encore Karima) ou abritant la vie sauvage (notamment le parc d'Aldindir au Sud Est du pays), que sur les 800 km de Mer Rouge (plongée). L'accès à ces destinations est difficile, avec des services de base réduits. La majorité de la fréquentation touristique de ces sites est d'origine étrangère. Le tourisme domestique est encore très peu développé dû à des raisons culturelles et à la situation économique d'autant que les Soudanais les plus aisés préfèrent passer leurs vacances à l'étranger plutôt que dans leur propre pays.

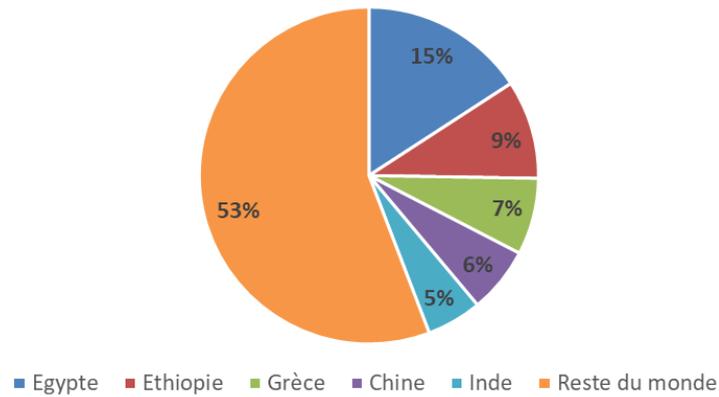
¹³ Même si le tourisme d'affaires pourrait constituer une part significative de ce montant, il convient de prendre ces chiffres avec prudence. En effet, la capacité hôtelière limitée du pays tant à Khartoum qu'à Port Soudan donne à penser que ces données sont surestimées, d'autant que l'outil statistique est très faible.

¹⁴ Il n'existe plus de ministère de tourisme à part entière. Il a été réduit à une direction générale au sein du ministère de l'Information.

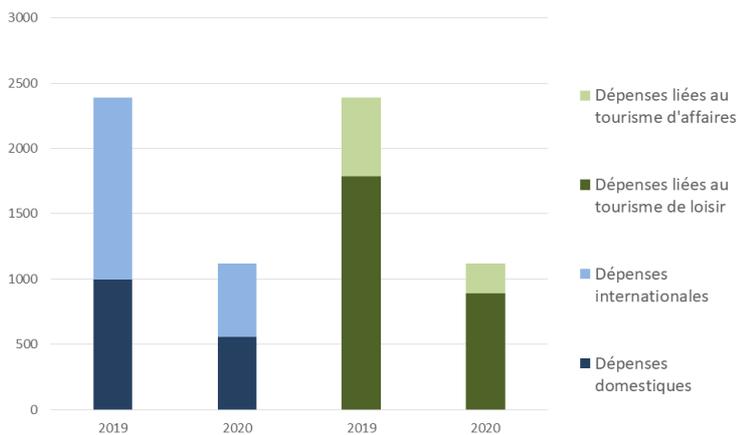
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers au Soudan 2000-2018 – Source : Banque Mondiale



Graphique 2 : provenance des touristes étrangers au Soudan (en %, 2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : typologie des dépenses touristique au Soudan (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales du Soudan (en %, 2000-2019) – Source : Banque Mondiale



Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	1,0	3,5	115,0	43,8	15,9
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	1,6	1,2	2,6	2,4	2,8
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	112	189	159	171	190
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	142	160	94	174	180
Macroéconomie					
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	3,4	2,1	96,6	34,4	5,0
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	3 482	588	994	776	332
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	1,0	-0,6	6,1	-3,6	-0,7
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	1,8	4,8	20,4	163,3	-
Finances Publiques					
<i>Solde budgétaire, dans compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,3	-5,0	-2,8	-1,8	-
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	40,9	184,9	55,4	272,9	-
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	-	58,1	29,1	-	-
Echanges					
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-10,6	-19,1	-12,9	-16,9	-15,5
<i>Exportation française vers (MEUR) *</i>	72,4	3,1	700,6	76,6	8,8
<i>Importation française depuis (MEUR) *</i>	1,5	0,1	39,1	47,1	5,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	10,7	10,9	-4,6	-17,5	-17,2
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,9	-	0,6	1,4	-
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,0	2,2	2,1	0,0	0,0
Développement					
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,52	0,46	0,4ç	0,51	-
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,1	-	30,8	12,7	-
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,8	-	0,1	0,3	0,0
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	CCC+(-)	-	-
Moody's	-	-	Caa2(-)	-	-
Fitch	-	-	CCC	-	-
Politique Monétaire					
<i>Taux directeur **</i>	-	-	13,0	-	-

Océan Indien – Comores

Par le SE de Tananarive et l'AFD aux Comores



Les Comores, dont le potentiel touristique est encore insuffisamment exploité, attirent essentiellement des touristes issus de la diaspora.

Avec seulement 45 000 arrivées de touristes en 2019, les Comores restent une destination relativement peu attractive. La moitié d'entre eux sont des membres de la diaspora et 20 % des touristes d'affaire. Le gouvernement vise toutefois à faire du tourisme de loisir l'un des futurs piliers du développement, notamment au regard de la réussite de ses voisins de l'Océan Indien.

Le nombre de touristes aux Comores est resté peu élevé : il représente moins de 5 % de la population. Sur les 45 000 arrivées comptabilisées en 2019, plus de la moitié sont des membres de la diaspora (53 %), 19 % sont des voyageurs professionnels, 19 % des touristes non issus de la diaspora. Au total, la France reste le principal pourvoyeur de touristes : plus de la moitié d'entre eux vient de France métropolitaine, et 11 % de La Réunion. Parmi les autres zones de provenance, le reste de l'Europe et Madagascar sont les plus significatives.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : une mauvaise liaison avec le reste du monde (aucun vol direct depuis l'Europe) mais aussi entre les trois îles ; la concurrence de territoires proches à fort potentiel touristique (Zanzibar, Maurice, La Réunion, Madagascar, Seychelles) souvent mieux reliés aux pays de provenance ; le déficit structurel d'investissement dans le secteur, qui se traduit par une offre insuffisamment attractive, aggravée par la fermeture de l'hôtel Galawa, principale structure hôtelière avec 350 chambres à la fin des années 1990 – période depuis laquelle le tourisme de loisir ne fait que décliner.

Jusqu'à 2019, le secteur du tourisme ne représentait qu'une faible part du PIB (entre 3 et 5 % par an en fonction des années et des estimations, soit un chiffre d'affaires autour de 40 MEUR). Environ 700 chambres étaient disponibles sur l'ensemble des trois îles avant la crise Covid (dont 400 pouvant accueillir des touristes internationaux), à un prix moyen de 60 EUR/nuit. Elles étaient réparties entre 25 hôtels, une vingtaine de pensions et quelques bungalows. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pourvoyait près de 3 000 emplois. En plus des structures d'hébergement et de restauration, le secteur comportait une dizaine d'agences de voyage, des guides touristiques et quelques clubs de plongée ou de pêche. Des tour-opérateurs internationaux (français, italien ou britannique) proposaient les Comores comme destination, mais l'offre restait limitée.

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation. Seules 7 000 arrivées auraient ainsi été comptabilisées aux Comores en 2020, soit une diminution de 84,5 % par rapport à 2019. Cette diminution a fortement pesé sur la croissance, ce qui transparait à travers la contraction des secteurs du transport (- 9,6 % en 2020) et de l'hôtellerie-restauration (- 51,0 % en 2020). Elle a entraîné une dégradation de la balance des services, dont le déficit est passé de 10 à 51 M€ entre 2019 et 2020, baisse expliquée majoritairement par la chute des recettes de voyage. La diaspora ne pouvant se déplacer a néanmoins compensé par une hausse des transferts : l'apport de fonds passe de 179 MEUR à 244 MEUR sur la période.

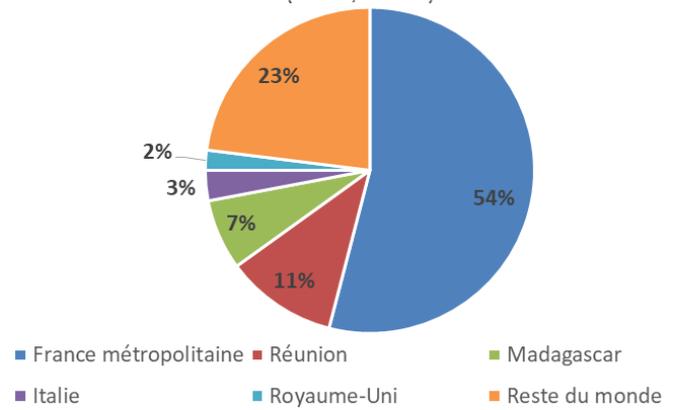
Le tourisme est l'un des socles présentés par le Plan Comores Emergent (PCE), qui a pour horizon 2030. Un emprunt à hauteur de 49 MEUR, soit 4,5 % du PIB a ainsi été réalisé par l'Etat auprès d'acteurs bilatéraux pour financer la construction d'un hôtel touristique de luxe au nord de *Grande Comore* (à la place de l'ancien Galawa), qui sera assurée par le groupe égyptien *Elsewedy Electric*. Cet emprunt a conduit le FMI à dégrader le risque de défaut du pays sur sa dette extérieure de modéré à élevé.

Le développement de l'écotourisme est aussi un élément central mis en avant par la politique nationale. L'ambassade de France à Moroni y apporte son soutien via le déploiement à venir d'un FSPI sur l'île de Mohéli, à hauteur de 1 MEUR. Le capital naturel de l'archipel est mis en avant par la création d'un réseau d'aires protégées. Le développement de l'activité touristique dans des îles présentant un cadre similaire est en ce sens encourageant. L'accès de l'île de Mohéli à la classification, par l'UNESCO, de réserve naturelle de biosphère, a été une avancée significative en 2020.

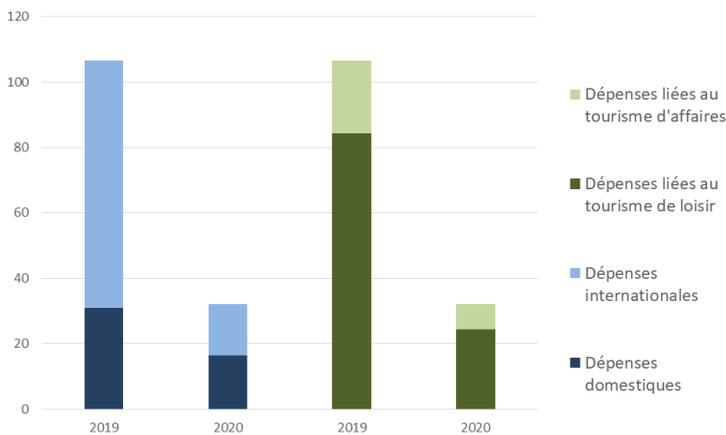
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers aux Comores 2000-2020 – Source : Banque Mondiale



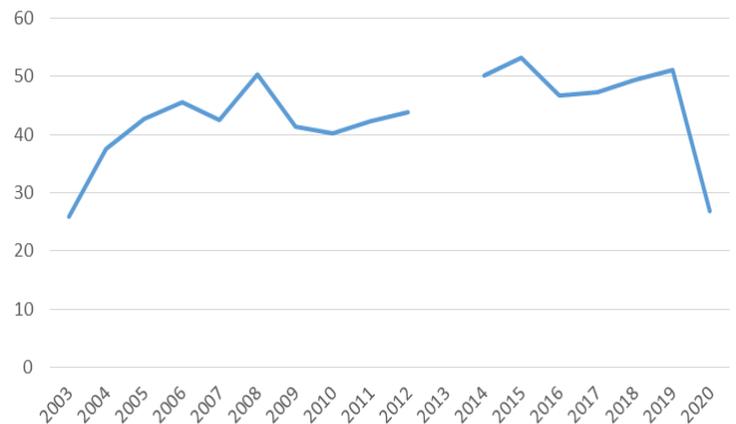
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers aux Comores (2020) – Source : WTTC



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques aux Comores (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales des Comores (en %, 2000-2019) – Source : Banque Mondiale



❖ Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



Madagascar : un potentiel touristique important mais sous-exploité

Madagascar dispose de potentiels touristiques mais doit répondre à des défis de différentes natures pour garantir le développement du secteur. A court terme, le pays a besoin d'une réouverture de ses frontières et d'un allègement des mesures sanitaires afin de permettre l'arrivée des touristes. Le secteur se caractérise notamment par la prédominance d'un grand nombre d'acteurs économiques nationaux.

Avant la crise du Covid, Madagascar a accueilli 380 000 touristes en 2019 (soit 1,5 % de la population malgache)¹⁵. Le secteur générait près de 600 MEUR de recettes soit 6 % du PIB. Il représentait 40 000 emplois directs soit 10 % de l'emploi formel (pour un volume d'emplois indirects estimé à 500 000 par les acteurs du secteur). Ces emplois étaient répartis de la façon suivante : 80 % dans l'hôtellerie et la restauration et 20 % dans les établissements de voyages et de prestations touristiques. Madagascar comptait plus de 1 500 structures touristiques (hôtels, restaurants, activités touristiques) et plus de 21 000 chambres. Les touristes européens représentaient 86 % de la clientèle internationale (42 % pour l'Italie et 34 % pour la France). La clientèle provenant des autres pays de l'Océan Indien restait limitée (4 %) tout comme celle venant des autres pays d'Afrique (3 %). La diaspora malgache, estimée entre 100 000 et 140 000 personnes, alimentait également le flux de visiteurs non-résidents. Le tourisme packagé, opéré par des tours opérateurs amenait près de 160 000 personnes.

La crise sanitaire et notamment la fermeture des frontières, quasiment ininterrompue entre mars 2020 et octobre 2021, ont fortement fragilisé le secteur. Le pays a accueilli seulement 68 330 visiteurs non-résidents en 2020 et 31 689 en 2021. La baisse des recettes issues du tourisme a diminué de 81 % entre 2019 et 2020 en passant de 673 MEUR à 128 MEUR. Cette contraction s'est aggravée en 2021 avec une nouvelle baisse de 59 % et des recettes qui se sont élevées à seulement 52 MEUR. Dans ce contexte, la fédération professionnelle des acteurs du tourisme estime à 80 % la diminution du nombre d'emplois dus à la crise.

Les prévisions du FMI s'appuient sur l'hypothèse d'une reprise des vols internationaux avec des recettes issues du tourisme qui augmenteraient très fortement en passant de 52 MEUR en 2021 à 422 MEUR en 2022. Néanmoins la réouverture totale des vols internationaux, annoncée pour le 5 mars 2022 ne s'est pas concrétisée.

Afin de réamorcer le rebond du secteur, les autorités ambitionnent de diversifier l'offre touristique en misant sur le tourisme haut de gamme, le tourisme balnéaire, les croisières et l'éco-tourisme. La recherche de nouveaux marchés (Inde, Afrique, Moyen-Orient et l'Europe de l'Est) figure également parmi les priorités des autorités. Ces dernières ont entamé des négociations avec des investisseurs afin de développer le tourisme dit de séjour et balnéaire avec la construction d'infrastructures hôtelières de moyenne ou de grandes capacités (ecolodge, hôtel club ou hôtel de luxe). Le plan de promotion du tourisme national prévoit un objectif annuel de 500 000 touristes internationaux. Il vise également une augmentation du tourisme national, en partie porté par une clientèle expatriée, avec une cible de 1 500 000 contre 500 000 personnes avant la crise.

Pour tirer pleinement profit de ses avantages géographiques et approfondir le développement touristique, différents défis se présentent à la Grande Ile :

- Renforcement de l'attractivité touristique du pays. L'amélioration notable de l'environnement des affaires permettrait d'attirer des investisseurs dans le secteur. Le prix des billets d'avions pour arriver à Madagascar ainsi que pour voyager à l'intérieur du pays reste élevé et freine le potentiel de l'île ;
- Modernisation des infrastructures énergétiques, routières et sanitaires. La faible connectivité routière entrave les possibilités de proposer des circuits touristiques par voie terrestre. Le taux d'accès à l'énergie (15 %), l'absence de réseau électrique interconnecté et la faible densité des structures hospitalières constituent un frein pour de nouveaux investissements ;

¹⁵ Les données fournies par le Service Economique de Madagascar sont issues d'entretiens conduits par le SE ainsi que des données du Fonds Monétaire International (FMI). Les données utilisées pour Madagascar dans la synthèse régionale sont pour leur part issues de la Banque Mondiale et du WTTCC.

- Amplification et ajustement continus des efforts de formation pour correspondre à l'évolution des standards internationaux et améliorer la qualité de service.

Le nombre de structures hôtelières et d'établissement touristiques est estimé à près de 1 800. La région de Tananarive accueille près de 28 % des établissements, et la région de Diana, qui bénéficie de deux sites touristiques importants (Nosy-Be et Diego Suarez) recense 14 % des structures. Les régions de Tamatave, Tuléar et Majunga ont respectivement 9 %, 8 % et 7 % des structures hôtelières recensées dans l'île.

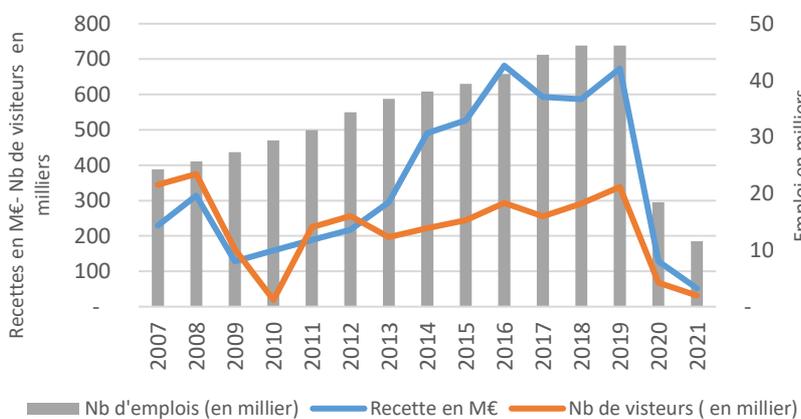
Si, au total, Madagascar enregistre 21 000 chambres, une grande partie de ces chambres, selon l'Economic Development Board of Madagascar n'est pas aux normes, avec des structures de petites tailles et des capacités d'accueil limitée. Le taux d'occupation est faible. A titre de comparaison, Madagascar affiche 7 500 chambres de plus que Maurice, tandis qu'elle enregistrait 0,9 M de touristes de moins.

Les principaux investissements sont réalisés par des opérateurs nationaux, qui de manière récente choisissent de s'associer à une franchise internationale. Le groupe Rajabali détient cinq hôtels à Tananarive, Sainte-Marie et au nord de Majunga. Deux sont franchisés avec le groupe Accor à Tananarive (318 chambres réparties entre un Novotel et un Ibis). Le groupe Talys détient trois hôtels à Tananarive, sous la franchise Radisson, pour un total de 254 chambres. Le groupe ENAC dispose de trois hôtels à Nosy Be, Tamatave et Majunga (190 chambres au total). Le groupe Henri Fraise & Fils possède le Carlton à Tananarive (171 chambres).

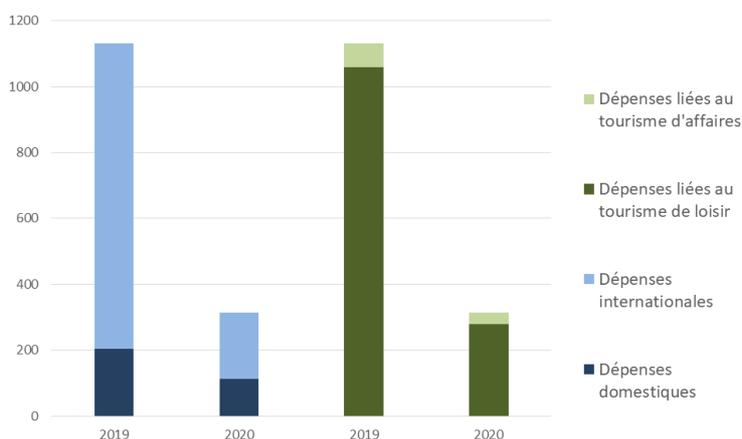
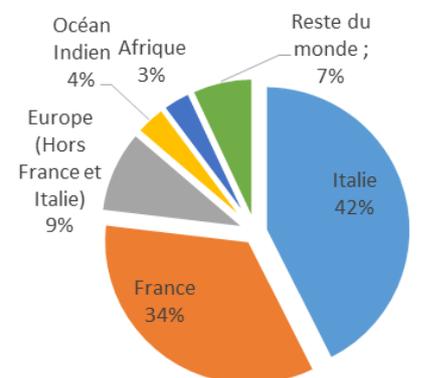
A Nosy Be, principale destination touristique, le groupe italien Alpitour est le premier investisseur hôtelier avec deux hôtels totalisant 260 chambres, dont l'*Andinala Beach*, l'hôtel le plus important de l'île. Le groupe opère des vols charters via la compagnie aérienne Neos.

Au-delà des franchises, la France est présente par des structures de taille modeste et diffuses, détenues par des acteurs économiques de nationalité française. Une enquête réalisée par le Service économique a identifié une trentaine de structures locales représentant 850 emplois et 14 MEUR de chiffre d'affaires.

Graphique 1 : évolution des recettes touristiques, du nombre d'emplois et de visiteurs de 2007 à 2021 - Source : FMI, Ministères.



Graphique 2 : provenance des touristes étrangers à Madagascar (2019, Ministère du tourisme)



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques à Madagascar (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTTC

❖ Océan Indien – Maurice

Par l'Ambassade de France à Maurice



Alors qu'il contribuait à près de 20 % du PIB de Maurice en 2019, le secteur touristique redémarre progressivement après une crise profonde.

Destination insulaire attractive, l'île Maurice a accueilli jusqu'à 1,4 M de touristes en 2019. Cette tendance haussière a connu un coup d'arrêt en 2020, avec la fermeture des frontières décidée pour lutter contre la propagation du Covid-19. L'allègement des restrictions en octobre 2020 permet une reprise d'activité.

En 2019, Maurice a accueilli 1,4 M de touristes étrangers (soit un doublement par rapport à 2001) pour une population d'1,3 M d'habitants. En incluant le tourisme national, l'ensemble du secteur représentait 19,5 % du PIB en 2019 selon le WTTC. Le montant des recettes d'exportation s'élevait à 1,8 Md USD, soit 60 % des recettes de service de la balance des paiements et 38 % des exportations totales de biens et services. Les voyages de loisirs représentaient 94 % des voyageurs pour 65 % des recettes touristiques, tandis que les voyages professionnels et les déplacements familiaux représentaient 6 % des voyageurs pour 35 % des recettes.

Maurice était une destination essentiellement tournée vers le tourisme balnéaire et prisée principalement par les touristes européens (61 %). Le tourisme balnéaire constituait le motif de déplacement pour 91 % des visiteurs en 2019. 4 % étaient en déplacement professionnel et autant en transit, profitant du *hub* régional de l'aéroport international, situé au sud de l'île. Les principaux émetteurs en 2019 se situaient en Europe, qui est dominée par la France hexagonale (22 %), le Royaume-Uni (10 %), l'Allemagne (9 %) et les autres pays européens (9 %). L'Afrique du Sud (9 %) et l'Inde (5 %) sont également deux marchés porteurs. En raison de l'insularité du pays, le tourisme régional est peu développé, exception faite des 141 000 touristes (10 % des arrivées), majoritairement affinitaires, en provenance de La Réunion.

Le logement captait 55 % des dépenses touristiques en 2018, devant les transports maritimes et aériens domestiques (12,5 %) et la restauration (8 %) selon *Statistics Mauritius*. La durée de séjour moyenne s'établissait à 10,6 jours avec de différences significatives selon les origines des touristes. Les Réunionnais privilégiaient des durées courtes (6,8 jours en moyenne) alors que les Européens restaient en moyenne 11 jours.

Entre mars 2020 et octobre 2021, la fermeture presque hermétique des frontières a modifié radicalement la structure du tourisme. Le nombre d'arrivées a chuté à 310 000 en 2020 et à 180 000 en 2021. Les contraintes sanitaires et notamment les mesures de quatorzaine ont néanmoins conduit à un allongement de la durée moyenne de séjour à 12,6 jours. Les recettes liées au tourisme ont baissé en 2020 de 74 %. La baisse s'est poursuivie en 2021 avec une nouvelle diminution de 42 %. Pour la seule année 2020, ce sont également 61 300 emplois directs qui ont disparu selon *Statistics Mauritius*, malgré l'important dispositif mis en place par les autorités. Ainsi, au titre du *Government Wage Assistance Scheme* et du *Self-Employed Assistance Scheme*, près de 180 MUSD ont été versés aux entreprises du secteur entre juin 2020 et août 2021 permettant à nombre d'entre-elles de survivre à la crise.

A la faveur de la réouverture des frontières au 1^{er} octobre, le pays a accueilli 170 000 touristes internationaux au cours du dernier trimestre 2021 malgré une situation sanitaire et réglementaire instable. Afin d'accélérer le redémarrage, le gouvernement mène une politique d'attractivité proactive tournée vers l'objectif d'un million de touristes dès 2022, puis un retour au niveau pré-pandémique (1,4 million) en 2023. Cette ambition s'articule autour du projet *One Mauritius* qui rassemble les acteurs publics et privés. Il vise premièrement une augmentation de la demande grâce à des actions orientées vers les principaux marchés et ceux à fort potentiels, deuxièmement une montée en gamme des prestations afin d'encourager une augmentation des dépenses touristiques. Ce programme prévoit d'encourager un renforcement de la connectivité aérienne et une augmentation du nombre de sièges proposés, notamment via *Air Mauritius*.

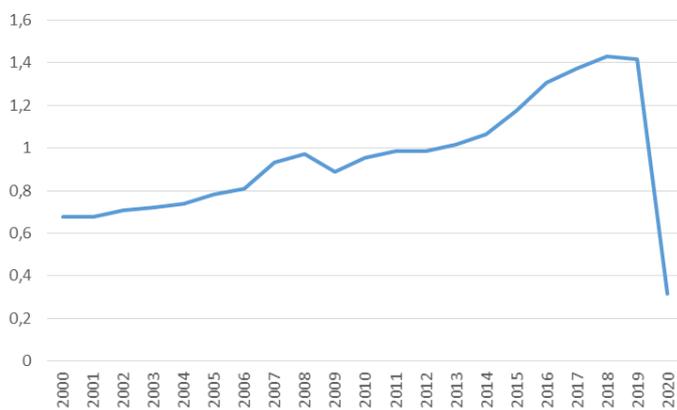
Toutefois, bien que considérablement allégées, les restrictions sanitaires, imposant un schéma vaccinal complet pour une exemption de quatorzaine, continuent de peser dans un environnement marqué par la concurrence d'autres destinations longtemps plus accessibles (Maldives, Seychelles...). Les impacts du conflit en Ukraine sont encore difficiles à quantifier. La hausse du prix des transports est une préoccupation centrale. Le

tarissement du marché russe, réduit (11 000 visiteurs, soit 0,8 % du total en 2019) mais concentré sur certains secteurs lucratifs (yachting, séjour longs...), est également au centre des attentions.

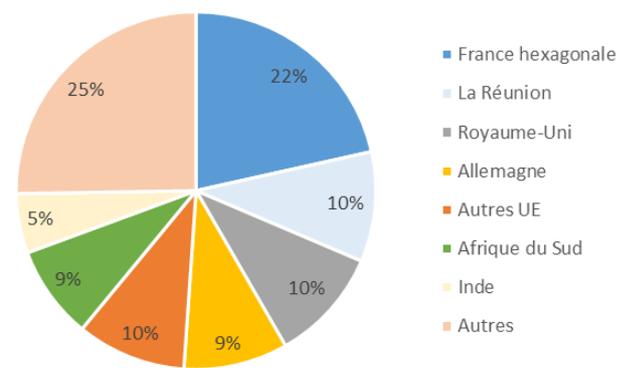
Le secteur compte 13 500 chambres d'hôtels réparties entre 108 établissements auxquels s'ajoute un parc hors hôtels qui avoisine les 9 000 chambres. Les principaux acteurs sont des groupes nationaux : *New Mauritius Hotels* (*Beachcomber*, groupe *Rogers*), *Lux Island Resorts* (groupe IBL), *Veranda Leisure & Hospitality* (groupe ENL) *Veranda Resorts*, *Anahita Hotel* et *Sun Resorts* (groupe Ciel), *Attitude Hospitality*, *Constance Hotels Services*. Grâce à ces grands groupes diversifiés, la structure du secteur s'est maintenue et permet son rebond rapide.

La présence française se manifeste par la présence de quelques entreprises de l'hôtellerie et de la restauration, à l'exemple de *Domitys* qui vient d'ouvrir une résidence long séjour pour une clientèle senior. Le groupe *Accor* exploite quatre hôtels. Deux hôtels haut de gamme sont exploités avec la franchise *Club Med*. En matière de formation, la réputation française est défendue par l'implantation de l'école hôtelière *Vatel*.

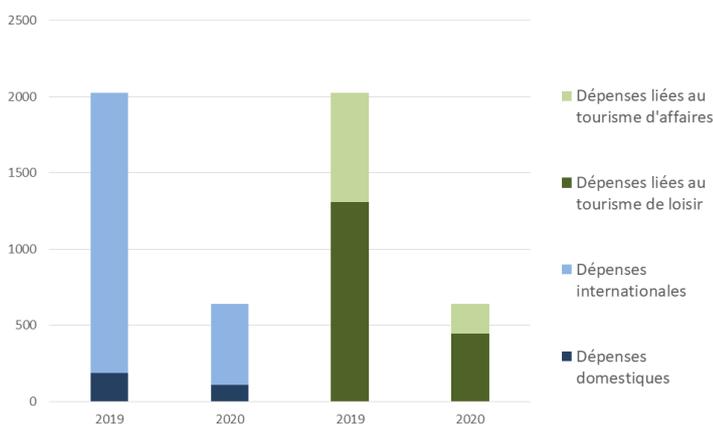
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers à l'île Maurice 2000-2021 (M) – Source : Banque Mondiale



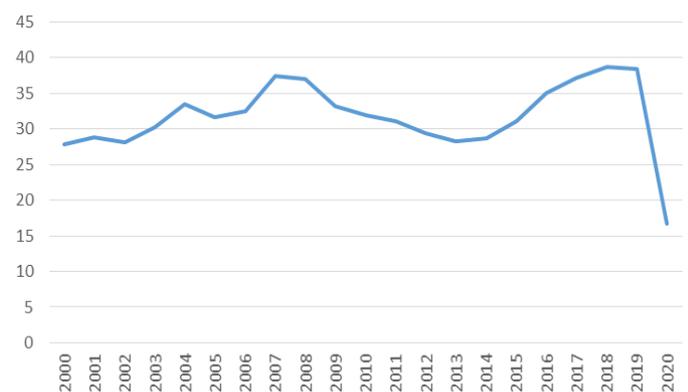
Graphique 2 : provenance des touristes étrangers à l'île Maurice (en %, année 2019) – *Statistics Mauritius*



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques à l'île Maurice (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Graphique 4 : part des revenus du tourisme dans les exportations totales de l'île Maurice (en %, 2000-2019) – Source : Banque Mondiale



Océan Indien – Seychelles Par le SE de Tananarive



Le tourisme aux Seychelles : un pilier de l'économie de l'archipel affecté par la crise sanitaire et exposé aux répercussions du conflit en Ukraine

L'archipel seychellois bénéficie d'avantages structurels pour le développement du tourisme. Celui-ci représentait en moyenne 30 % du PIB du pays sur la décennie 2009-2019. Après la crise du Covid qui a entraîné une baisse brutale de l'activité, la légère reprise constatée depuis 2021 pourrait être perturbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Russie étant devenue en 2021 le premier pays pourvoyeur de touristes internationaux.

Le tourisme constituait un pilier structurant de l'économie seychelloise avec un tiers du PIB de l'archipel.

Depuis l'ouverture de l'aéroport international des Seychelles en 1971, le secteur du tourisme a régulièrement progressé jusqu'en 2019, où le nombre de visiteurs a atteint 384 204 personnes, soit 427 % de la population¹⁶.

Le nombre d'emplois formels et directement liés au tourisme était évalué à près de 12 000, soit 25 % de l'emploi formel, selon le Bureau national des statistiques (NBS). Les sous-secteurs de l'hôtellerie et de la restauration représentaient 75 % de ces 12 000 emplois, le reste correspondant aux agences de voyages et professionnels dans le secteur du transport. Le NBS estimait que 66 % des travailleurs seychellois dépendaient du secteur et que le tourisme représentait à lui seul 29 % de l'investissement total en capital.

Avant la crise sanitaire, 585 établissements touristiques et près de 12 500 lits étaient recensés par le *Seychelles Investment Board*. Le tourisme de loisirs représentait environ 94 % du flux constaté. Plusieurs chaînes hôtelières internationales opèrent dans l'archipel, notamment *Accor* (France), *Banyan Tree* (Singapour), *Club Med* (Chine/France), *Four Seasons* (Etats-Unis), *Hilton* (Etats-Unis) et *Kempinski* (Allemagne/Suisse).

Cinq pays de provenance concentrent 55 % des touristes internationaux. Si les pays européens ont été traditionnellement les plus grands pourvoyeurs de touristes aux Seychelles, d'autres pays tels la Russie, Israël et les Emirats Arabes Unis envoient plus récemment un contingent important de touristes. Ainsi, en 2021, la Russie, a envoyé 17 % de touristes, devant les Emirats arabes unis (12 %). La France et l'Allemagne ont envoyé chacun 10 % du total des arrivées et Israël, 6 % selon le Bureau National des Statistiques.

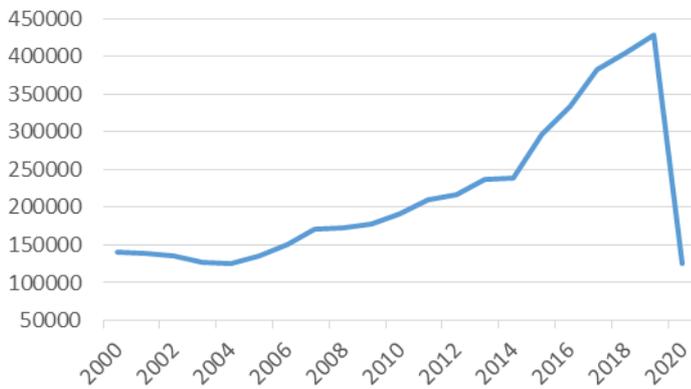
La crise du Covid a affecté durement ce secteur qui avait connu une croissance importante depuis 2012.

Le secteur connaissait avant la crise sanitaire une croissance du nombre de visiteurs internationaux de près de 10 % en moyenne. La crise du Covid 19 et la suspension des vols internationaux a entraîné en 2020 une diminution de 70 % des arrivées internationales en 2020 à 114 850 personnes. Le FMI a constaté une chute des recettes liées au tourisme de 63 % en passant de 590 MUSD à 221 MUSD.

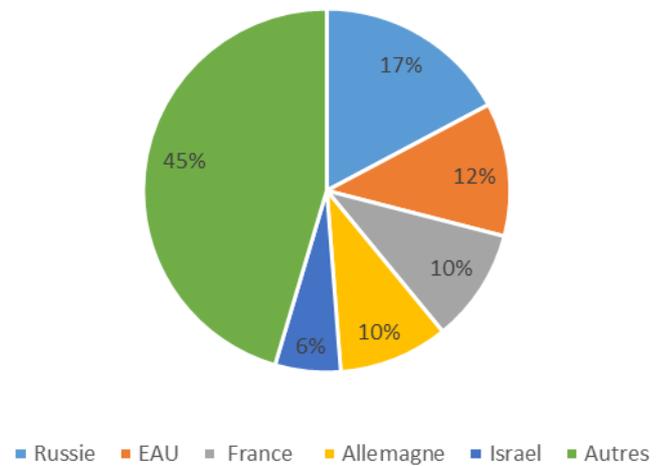
La reprise relative observée depuis 2021 pourrait être remise en cause par la guerre en Ukraine. Avec la réouverture du pays et la reprise des vols internationaux, l'année 2021 a connu un rebond du nombre de visiteurs, à 182 841 personnes (+60 %). Sur un scénario se basant sur un prolongement de la reprise en 2022, le FMI anticipait un fort rebond de la demande touristique et un retour au niveau de 2019 d'ici 2025, accompagné d'une reprise de l'investissement, avec dès 2022, une augmentation de 40 % des recettes issues du tourisme. L'archipel devrait toutefois être affecté par la crise entre la Russie et l'Ukraine, la Russie étant devenue le premier pourvoyeur de touristes en 2021 (17 % des touristes internationaux - 31 392). L'archipel a également reçu 5 526 touristes ukrainiens en 2021. Les sanctions imposées à la Russie devraient donc avoir un effet négatif sur le flux de devises et sur la balance des paiements. La hausse des prix du carburant pourrait augmenter les tarifs aériens et induire une diminution des déplacements internationaux vers les Seychelles qui demeurent une destination lointaine.

¹⁶ Les données fournies par le Service Economique de Madagascar sont issues du *National Bureau of Statistics* et du Fonds Monétaire International (FMI). Les données utilisées pour les Seychelles dans la synthèse régionale sont pour leur part issues de la Banque Mondiale et du WTTC.

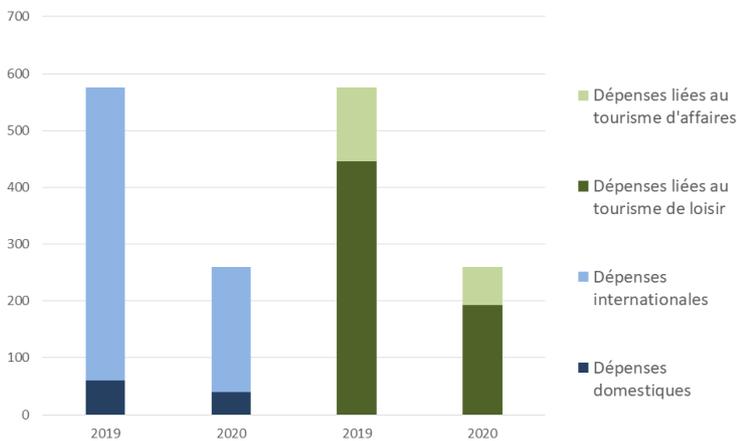
Graphique 1 : évolution des arrivées de touristes étrangers aux Seychelles 2012-2021 – Source : Banque Mondiale



Graphique 2 : provenance des arrivées de touristes étrangers aux Seychelles – 2021 – Bureau Seychelles des statistiques



Graphique 3 : typologie des dépenses touristiques aux Seychelles (en MUSD, 2019-2020) – Source : WTTC



Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	0,9	27,7	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	2,2	2,7	0,2	0,7
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	160	149	52	27
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	1,2	13,2	10,9	1,1
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	1 355	462	8 619	11 701
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-0,5	-6,1	-14,9	-12,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	0,8	4,2	2,5	1,2
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,0	-4,3	-11,9	-18,4
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	22,3	46,0	96,9	96,5
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	24,1	33,5	21,1	43,8
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-14,8	-10,2	-23,5	-39,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	35,6	378,0	554,8	56,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	13,8	562,7	261,2	102,4
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,7	-5,3	-12,6	-29,5
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	11,5	3,5	1,2	1,4
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	5,9	3,5	7,9	2,0
Développement				
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,6	77,6	0,2	1,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,20	0,13	3,35	5,42
Notation Dette Souveraine				
S&P	-	-	-	-
Moody's	-	-	Baa2(-)	-
Fitch	-	-	-	B
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur **</i>	1,04	-	1,85	4,94

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor